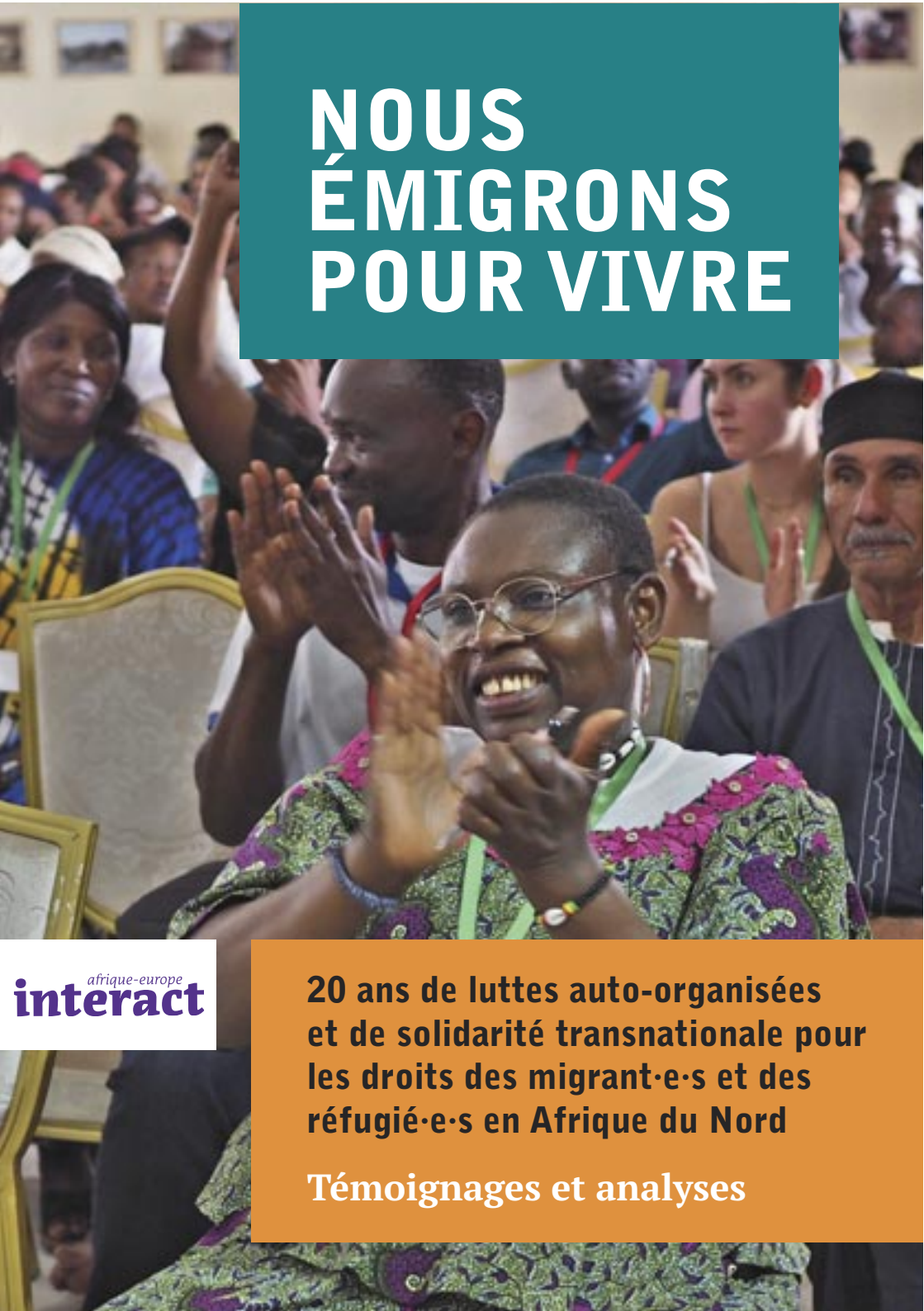


A photograph of a diverse group of people, including a woman in the foreground clapping, at a conference. The woman is wearing glasses and a colorful patterned top. Other people in the background are also clapping or looking towards the camera. The image is used as a background for the book cover.

# NOUS ÉMIGRONS POUR VIVRE

**interact** afrique-europe

**20 ans de luttes auto-organisées  
et de solidarité transnationale pour  
les droits des migrant·e·s et des  
réfugié·e·s en Afrique du Nord**

**Témoignages et analyses**

*Toutes les photos de cette brochure montrent des moments forts de la conférence anniversaire « La parole aux migrant-e-s : Nous émignons pour vivre, pas pour mourir », à Rabat, au Maroc, en octobre 2025.*

**Publié par Afrique-Europe-Interact**

Afrique-Europe-Interact est un réseau transnational fondé en 2009. Il réunit des militant-e-s de base au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Togo, en Guinée, en Tunisie, au Maroc, en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas – parmi lequel-le-s de nombreux-ses réfugié-e-s, migrant-e-s et personnes expulsées qui s’auto-organisent elles-mêmes. Afrique-Europe-Interact s’engage contre la politique migratoire répressive de l’Union Européenne (UE) en faisant non seulement des actions de plaidoyer dans la rue, mais aussi en apportant un soutien concret sur les routes. C’est le cas de l’Alarme Phone Sahara ou un hébergement pour les femmes migrantes et leurs enfants à Rabat. En même temps, Afrique-Europe-Interact participe à des luttes sociales dans différents pays africains. On soutient par exemple le mouvement démocratique au Togo, tant sur le plan politique que logistique. Ou encore au Mali : là-bas, on soutient les petit-e-s agriculteurs et agricultrices artisanaux dans leur lutte contre l’accaparement des terres. Un syndicat de petit-e-s agriculteurs et agricultrices artisanal a également été fondé au sein de notre réseau. Le travail d’Afrique-Europe-Interact est rendu possible grâce à des dons et à un soutien solidaire – c’est-à-dire grâce à des gens qui s’engagent avec nous pour la liberté de circulation, la justice sociale et la solidarité mondiale. ✕



**[www.afrique-europe-interact.net](http://www.afrique-europe-interact.net)**



**[info@afrique-europe-interact.net](mailto:info@afrique-europe-interact.net)**

**Photo de couverture :** Un portrait instantané de la conférence d’octobre 2025.



La conférence a été lancée dans une salle comble, en présence d'environ 300 participant-e-s.



La conférence s'est déroulée dans un centre socioculturel à Rabat.

Vêtus de tuniques blanches, des réfugié-e-s soudanais-e-s ont présenté une danse traditionnelle.



Des enfants de migrant-e-s, qui ont grandi au centre d'accueil, ont également pris part au programme culturel.



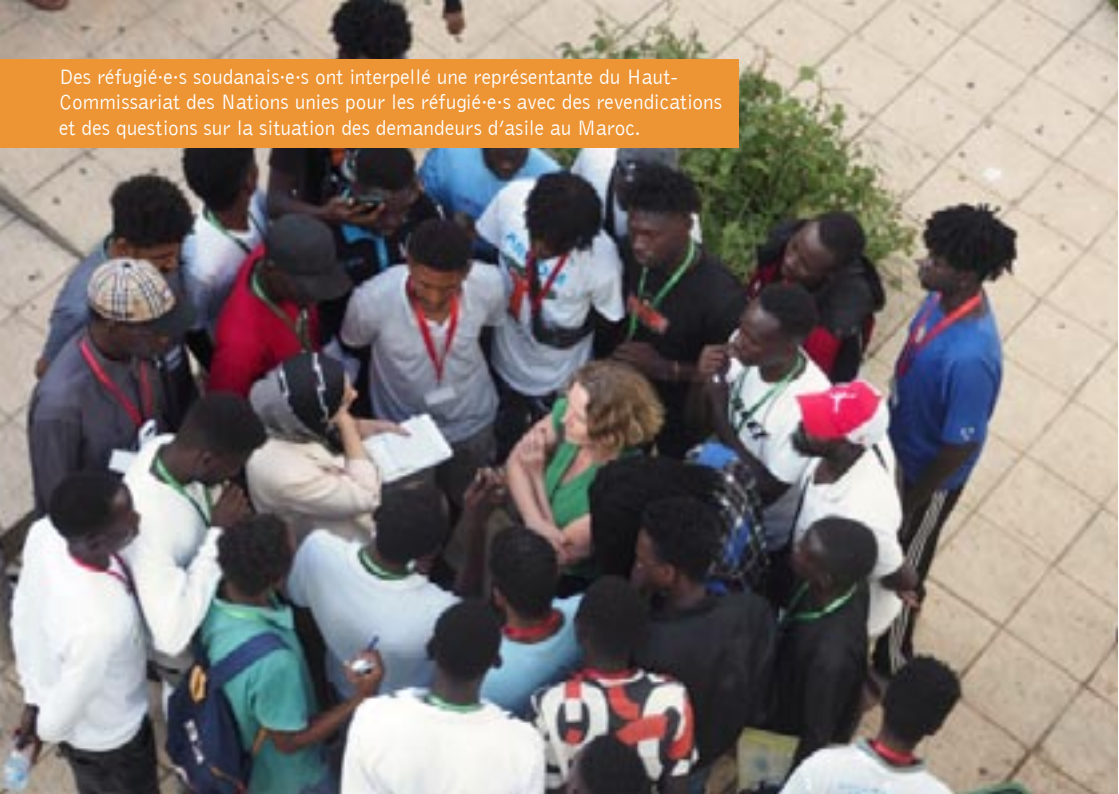
Sur le podium, des militant·e·s ont débattu de l'influence de l'Union Européenne sur les flux migratoires dans les pays du Maghreb et du Sahel.



Des réfugié·e·s soudanais·e·s ont décrit leur situation inhumaine au Maroc ainsi que dans d'autres pays du Maghreb.



De nombreux·ses participant·e·s ont immortalisé leurs impressions de la conférence sur leur smartphone.



Des réfugié·e·s soudanais·e·s ont interpellé une représentante du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugié·e·s avec des revendications et des questions sur la situation des demandeurs d'asile au Maroc.

## **7 SOMMAIRE**

## **11 INTRODUCTION**

### **→ PROTECTION**

---

#### **18 BAOBAB : UNE MAISON CONTRE LA VIOLENCE**

Comment la Maison d'hébergement de femmes migrantes « Baobab » offre de la protection, de la solidarité et de nouvelles perspectives

#### **23 TÉMOIGNAGES DE LA MAISON « BAOBAB »**

#### **25 CE QUE LE DÉSERT A ENLEVÉ**

Quatre femmes racontent leur histoire de survie

### **→ AUTO-ORGANISATION**

---

#### **39 DU SILENCE À LA RÉSISTANCE**

Emmanuel Mbolela : Retour sur les 20 ans d'auto-organisation pour la dignité, les droits et la liberté de circulation

#### **44 POLITIQUE FRONTALIÈRE AU DÉTRIMENT DE VIES HUMAINES**

La politique européenne d'externalisation des frontières et la lutte pour la liberté de circulation au Maroc 2005 à 2025 – une analyse politique

## → EXIL ET SOLIDARITÉ

---

### **49    LÀ OÙ LA SOLIDARITÉ DÉPASSE LES FRONTIÈRES**

La conférence de l'anniversaire d'ARCOM  
et d'Afrique-Europe-Interact

### **53    À LA RECHERCHE D'UNE PROTECTION**

La situation particulière des Soudanais-es au Maroc

## → RÉPRESSION ET RÉSISTANCE

---

### **73    RÉGIME DE VIOLENCE AUX FRONTIÈRES EXTÉRIEURES DE L'EUROPE**

La politique migratoire de l'UE et ses  
conséquences en Afrique du Nord

### **74    « SI ON SE TAIT, LA VIOLENCE DEVIENT LA NORME »**

Aperçu du travail de terrain de la militante Imane  
Echchikhi au Maroc

### **77    DES CHEMINS À TRAVERS LE FOSSÉ ENTRE LE MAROC ET L'ALGÉRIE**

Histoire de migration depuis Oujda

### **86    TÉMOIGNAGES DE LA CONFÉRENCE DE RABAT**

### **89    POLITIQUE MIGRATOIRE APRÈS LE « PRINTEMPS ARABE »**

Dégradation des droits humains et répression contre  
les migrant-e-s et les opposant-e-s tunisien-ne-s

**96 L'EXTERNALISATION JUSQU'AU DÉSERT**

La situation particulière des femmes qui fuient à travers le Sahara

**102 LES DISPARU·E·S RESTENT  
UNE PARTIE DE NOTRE VIE**

Les familles se battent contre l'oubli et pour la vérité et la justice

**→ LIBERTÉ DE CIRCULATION**

---

**109 LA SOLIDARITÉ COMME CONTRE-POUVOIR**

Comment les réseaux transnationaux s'opposent à la fermeture et à l'exclusion

**114 HOMMAGE AU PASTEUR JML**

**116 REMERCIEMENTS**

**117 DONS & SOLIDARITÉ**

**118 MENTIONS LÉGALES**



# INTRODUCTION

Chez Afrique-Europe-Interact, on est actifs depuis 2009 sur les routes de l'exil et de la migration, tant sur le plan politique que solidaire. On essaie de mettre en lumière les connaissances présentes dans notre réseau à différents endroits, tout en offrant une tribune publique aux témoignages ignorés, à la souffrance et aux luttes des migrant·e·s. Ça inclut notamment le travail de l'Alarme Phone Sahara, qui fait partie intégrante de notre réseau au Niger et qui, en plus des services de recherche et de sauvetage dans le désert, apporte aussi des soins d'urgence aux personnes abandonnées à la frontière avec le Niger à la suite d'expulsions massives depuis l'Algérie. En réponse à l'aggravation de la situation en Tunisie et aux conditions de plus en plus inhumaines qui y règnent pour les migrant·e·s noir·es, on gère aussi depuis 2023 un logement d'accueil pour des familles à Tunis, qui est toutefois géré de manière très discrète pour des raisons de sécurité. Parmi les projets les plus anciens de notre réseau figure d'ailleurs Maison d'hébergement « Baobab » à Rabat, la capitale marocaine, qu'on a pu ouvrir en 2015 en collaboration avec ARCOM, une association de migrant·e·s et de demandeurs d'asile auto-organisé·e·s au Maroc. Après un voyage éprouvant à travers le Sahara, cette Maison d'hébergement est un lieu de sécurité, d'orientation et de répit surtout pour les femmes et les enfants qui viennent d'arriver au Maroc. Avec ses trois appartements, le projet offre un refuge et aide les femmes en cas d'urgence médicale ou d'accouchement. On y donne aussi des cours de langue, des formations professionnel·le·s et des cours scolaires – tant pour les femmes migrantes que pour les femmes marocaines et leurs enfants.

Malgré les conditions extrêmement dangereuses sur les routes migratoires et dans les pays de transit, les gens continuent de partir, de se débrouiller pour survivre, de chercher des moyens d'avancer ou de se construire une

vie à différents endroits de leur parcours migratoire. Les migrant-e-s qu'on rencontre grâce à notre travail en Tunisie, au Maroc, au Niger, au Mali et au Togo nous racontent sans cesse des crimes violents, la peur au quotidien et la lutte permanente pour survivre. Certains de nos camarades de notre réseau transnational ont eux-mêmes emprunté ce chemin autrefois ou ont vécu des expériences similaires. Dans la mesure du possible, on essaie de partager des connaissances pratiques avec les personnes qui envisagent de migrer (souvent appelées « candidat-e-s à la migration » dans le contexte ouest-africain), sans pour autant leur conseiller de partir ou de rester.

### **Un lieu de rencontre et de résistance**

En octobre 2025, Afrique-Europe-Interact a pu envoyer un signal fort à l'occasion du 10e anniversaire de la Maison d'hébergement en organisant, en collaboration avec ARCOM et les femmes de la Maison d'hébergement, une conférence transnationale de trois jours à Rabat. Ça a donné lieu à des échanges très enrichissants, avec environ 300 personnes présentes sur place – en majorité des migrant-e-s (de transit) originaires de pays d'Afrique subsaharienne, dont notamment un grand groupe venu du Soudan. Intitulée « Nous migrons pour vivre, pas pour mourir », cette conférence a aussi été l'occasion de célébrer un double anniversaire. En effet, ARCOM fêtait aussi en 2025 ses 20 ans d'histoire d'auto-organisation et de lutte pour la liberté de circulation. À ça s'ajoutaient une cinquantaine de militant-e-s d'Afrique-Europe-Interact et de réseaux amis venus du Niger, du Mali, du Sénégal, du Maroc, de la Mauritanie, de la Tunisie, de la République démocratique du Congo, d'Allemagne, d'Autriche, de la France, des Pays-Bas et d'autres pays. Ça nous a permis de renforcer, à tous les niveaux, l'échange d'expériences et la lutte transnationale pour la liberté de circulation.

Les conférences, tables rondes et ateliers ont surtout porté, d'une part, sur la situation des réfugiés et des migrant-e-s au Maroc. D'autre part, on a discuté de la violence sur les routes migratoires, des camps surpeuplés, des expulsions ainsi que du manque de protection pour les femmes et les enfants. En parallèle, il y a eu de nombreuses performances artistiques de

danse et de théâtre, notamment par des enfants et des jeunes, qui abordaient la douleur et divers traumatismes, mais aussi les rituels culturels et la force collective.

La conférence a été un lieu puissant de rencontre, de solidarité et de mise en réseau – un nouveau départ vers une collaboration transfrontalière. Notre credo reste le même : migrer pour vivre, pas pour mourir. La liberté de circulation pour tou-te-s !zu sterben. Bewegungsfreiheit für alle!

### **Aux frontières de l'Europe**

Après « l'été de la migration » de 2015, l'Union européenne a intensifié les contrôles migratoires qu'elle déploie progressivement en Afrique depuis le milieu des années 1990. Sa politique repose principalement sur l'externalisation des frontières, destinée à bloquer, retenir ou expulser les personnes avant qu'elles n'atteignent le territoire de l'UE. Importants pays de transit, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie jouent aussi un rôle central dans la politique de gestion de frontière imposée par l'UE, alors que ces mêmes pays jouent un rôle important dans les échanges économiques et sociaux avec l'Afrique subsaharienne. Aussi de nombreux jeunes du Maghreb émigrent eux aussi, sur fond de mécontentement économique et politique croissant. Celui-ci s'est notamment exprimé lors des manifestations de la génération Z au Maroc à l'automne 2025 et, auparavant, durant les soulèvements du « Printemps arabe » de 2011-2012.

FPour les personnes noires et les migrant-e-s, la vie dans ces pays est devenue insupportable à cause d'un racisme croissant et d'une xénophobie généralisée. En Libye notamment, une industrie perfide de la torture et des rançons s'est développée, même si le pays reste aujourd'hui encore le principal pays de transit en Afrique du Nord. En Tunisie, depuis les discours racistes du président Kais Saïed en juin 2023, on a assisté à des émeutes violentes, des rafles, des arrestations et des expulsions massives visant les personnes noires. Depuis, toute forme d'aide apportée aux migrant-e-s est criminalisée, et les militant-e-s ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme sont soumis-e-s à une répression massive.

On observe des dynamiques similaires en Algérie, au Maroc et en Mauritanie.

Les migrant-e-s d'Afrique subsaharienne mènent un jeu de cache-cache permanent avec les forces de sécurité algériennes, tunisiennes, marocaines et mauritaniennes, ainsi qu'avec les milices libyennes, pour échapper aux arrestations et aux expulsions. Beaucoup d'entre eux sont victimes d'expulsions en chaîne et font sans cesse la navette entre la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Libye, à la recherche d'un endroit sûr où vivre et travailler, ou d'un point de départ pour traverser la Méditerranée ou l'Atlantique.

Les camps de fortune de migrant-e-s montés à la va-vite, comme dans les oliveraies de Sfax (Tunisie) ou dans les forêts marocaines près des barrières frontalières des villes exclaves de Ceuta et Melilla – autrefois colonisées, mais qui appartiennent encore aujourd'hui à l'Espagne –, sont régulièrement saccagés ou incendiés par les gardes nationales tunisiennes et marocaines. La grande majorité des migrant-e-s n'a absolument aucun accès aux systèmes éducatifs et de santé. La situation en matière de services sociaux et de santé est catastrophique – au Maroc comme dans les autres pays d'Afrique du Nord. Les personnes Noires sont également contrôlées en ville, en pleine rue, alors qu'elles se rendent au travail, au marché, à l'église ou à la mosquée, et sont arrêtées quel que soit leur statut de séjour. Elles courent ainsi constamment le risque d'être expulsées et abandonnées dans des zones désertiques reculées, comme c'est une pratique courante dans ces cinq pays. D'innombrables témoignages montrent que, notamment en Tunisie et en Algérie, des migrant-e-s, y compris des enfants et des femmes enceintes, sont mis-e-s dans des bus sans eau ni nourriture et abandonné-e-s dans le désert. Conséquence : des personnes meurent de soif, de faim ou à cause de l'épuisement, de la maladie et de la violence dans le Sahara. Mais on ne connaît pas exactement leur nombre, car tout ça se passe souvent en secret. On sait par contre que les femmes, en particulier, sont victimes de violences sexuelles et de viols commis par des policiers et des gardes-frontières.

Les pays d'Afrique du Nord, dont la Mauritanie faisant également partie de cette brochure, sont depuis des années des partenaires importants

de l'Union Européenne en matière de politique migratoire. Ils tirent profit de ce rôle et utilisent en même temps les accords migratoires pour faire valoir leurs propres intérêts. Malgré les rapports faisant état de tortures dans les camps de détention en Libye, d'expulsions depuis la Tunisie vers des zones désertiques reculées, de massacres près des barrières frontalières à Melilla et Ceuta, ainsi que d'expulsions massives en convois de personnes épuisées et blessées depuis l'Algérie vers la frontière avec le Niger, cette politique continue d'être imposée. Pour ne pas parler de la décision prise lors de la réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE en décembre 2025 de déclarer le Maroc et la Tunisie comme pays tiers et d'origine sûrs. En conséquence, cette décision signifie qu'avec la mise en place de la réforme du régime d'asile européen commun, les personnes originaires de ces pays ainsi que les migrant-e-s et les personnes en quête de protection ayant transité de ces pays, pourraient se faire expulsées selon une procédure simplifiée. La spirale de violence et de désespoir aux portes de l'Europe se poursuit ainsi, tandis que le continent européen se referme de plus en plus sur lui-même face aux migrant-e-s et aux réfugié-e-s.

 *Faites entendre nos voix partout dans  
le monde pour que tout le monde soit  
au courant de cette injustice !«*

Les traversées depuis l'Afrique du Nord vers l'Europe deviennent de plus en plus dangereuses et difficiles : suite à des accords avec l'Union européenne, les côtes de la Tunisie, de la Mauritanie et de la Libye sont surveillées en permanence et la traversée est criminalisée. La « garde côtière » libyenne, financée par des fonds européens, attaque régulièrement les bateaux de réfugiés en fonçant sur eux à grande vitesse avec des vedettes rapides, en provoquant délibérément des vagues et en faisant ainsi chavirer les embarcations transportant des migrant-e-s. Des tirs ont également déjà été pratiqués, tant contre des personnes que contre des bateaux ou des navires de sauvetage civils.

Alors que le nombre de traversées depuis la Tunisie vers l'île italienne de Lampedusa diminue considérablement, celles depuis la Mauritanie vers les îles Canaries, via l'Atlantique, ont fortement augmenté. En conséquence, la Mauritanie – à l'instar de la Tunisie – a une nouvelle fois durci sa politique frontalière et migratoire après avoir conclu un accord migratoire avec l'UE.<sup>1</sup>

### **Pourquoi cette brochure ?**

Dans cette brochure, on souhaite partager les expériences qu'on a acquises lors de nos échanges avec les migrant-e-s au Maroc et les acteurs et actrices impliqué-e-s provenant-e-s des différents groupes et réseaux. En partant de la Maison d'hébergement de Rabat et de la situation précaire des migrant-e-s et des réfugié-e-s au Maroc, on souhaite permettre une meilleure compréhension de la situation des personnes sur les routes de l'exil et de la migration en Afrique du Nord. Pour nous, il est important de ne pas considérer cette situation indépendamment des évolutions dans d'autres régions, de l'influence des intérêts néocoloniaux et des agendas de l'Union Européenne en matière de politique migratoire. Mais cette brochure met surtout en avant les témoignages des personnes qui empruntent ces routes de fuite et de migration, présentés à travers des entretiens, des récits et des extraits audios. L'objectif est de donner de la visibilité à ces points de vue et de répondre ainsi à l'appel d'un participant à la conférence, qui a fui le Soudan et s'est retrouvé bloqué au Maroc : « Faites entendre nos voix partout dans le monde pour que tout le monde soit au courant de cette injustice ! »

Notre travail transnational est en grande partie bénévole et ne peut aboutir sans moyens financiers. Dans cet esprit, cette brochure vise aussi à donner un aperçu de notre travail en tant que réseau politique et à solliciter votre générosité pour soutenir notre cause en faisant un don par solidarité. Chaque don – qu'il soit ponctuel ou régulier – compte ! ✖

---

<sup>1</sup> Plus d'infos : <https://caminandofronteras.org/en/>

PRO  
TEC.  
TION

# BAOBAB : UNE MAISON CONTRE LA VIOLENCE

**Comment la Maison d'hébergement de femmes  
« Baobab » offre de la protection, de la solidarité  
et de nouvelles perspectives**

*Dans ce reportage, Emmanuel Mbolela, le fondateur de la Maison d'hébergement, explique pourquoi il est indispensable d'avoir un lieu de protection à Rabat, au Maroc.*

La migration transnationale n'est plus une affaire des hommes comme elle l'a été il y a quelques décennies. Elle s'est féminisée. De nos jours on trouve de plus en plus de femmes sur les routes migratoires. La plupart de ces femmes ont été forcées de quitter leur pays, les unes pour fuir certaines pratiques comme le mariage forcé, l'excision ou pour protéger un enfant né hors mariage. D'autres fuient des conflits armés et certaines se sont mises en route parce qu'elles veulent conquérir leur liberté. Elles ont envie de voir ailleurs. Aussi cette migration est devenue également une migration familiale, comme on le constate ces dernières années qu'une femme migrante sur trois est accompagnée d'au moins un enfant.

Le durcissement des conditions « légales » de voyage, notamment l'impossibilité d'obtention de visas et le renforcement de contrôle aux frontières, poussent ces femmes, comme c'est aussi le cas des hommes, à prendre des routes dangereuses pour contourner le dispositif sécuritaire.

Sur ces routes, aucune d'entre elles n'est à l'abri des atrocités et de violences souvent indescriptibles. Ayant moi-même fait cette route, j'ai subi des violences, j'ai vu des femmes subir les mêmes violences, mais en payant un double prix par rapport aux hommes.

En quittant leurs pays respectifs, certaines d'entre elles ne sont pas au courant de la galère, des souffrances, des violences et des atrocités qui les attendent sur ce chemin. Elles vont les découvrir et les subir. C'est toujours sur ce chemin qu'elles vont vivre sans broncher la méchanceté ou pire, le côté sauvage de l'humanité. Car certains auteurs de violences sont des membres de leurs propres communautés ! Ces derniers les forcent à porter de grossesses non désirées sous le prétexte qu'elles facilitent le voyage ou permettent d'être accueillies en Europe et d'obtenir un permis de séjour. Dans la réalité, une fois leur grossesse à terme, ces femmes sont abandonnées à elle-même. Certaines accouchent dans des conditions extrêmement difficiles tandis que d'autres perdent leur vie en essayant d'avorter.

Arrivées au Maroc, les femmes migrantes se retrouvent confrontées à une situation à laquelle, elles ne s'attendaient pas. Le Maroc, dernière étape de leur long voyage avant d'accéder au territoire de leur rêve, devient la source de leur calvaire. Souvent, les migrantes arrivent dépourvues de tout : manque de nourriture et d'argent car elles ont subi pillages et rackets de bandits dans le désert et même à la porte du Maroc. Le manque d'argent pour payer le loyer devient alors source d'exploitation. Les femmes et les filles sont victimes de violences sexuelles de la part de membres de leurs propres communautés. Souvent les femmes qui ne peuvent pas payer leur part de loyer se voient réduites au statut d'esclave sexuelle. Cette situation, je l'ai vécue dans l'appartement où j'ai été logé à mon arrivée à Rabat. J'ai trouvé une femme qui habitait dans une chambre seule avec son enfant. Mais cette faveur n'était pas gratuite, elle devait fournir aussi le service sexuel à celui qui était considéré comme « le chairman » de l'appartement. Ces femmes qui se retrouvent au Maroc dépourvues de tout et de rien voient leur situation s'aggraver principalement par le manque de logement.

## **FONDATEUR DE LA « MAISON D'HÉBERGEMENT BAOBAB » :**

Emmanuel Mbolela a été arrêté en 2002 lors de manifestations étudiantes en République Démocratique du Congo et a dû quitter le pays par la suite. Il est arrivé au Maroc par voie terrestre, où il a cofondé en 2005 l'ARCOM, une association d'auto-organisation de migrant-e-s. En 2008, il est arrivé en Europe dans le cadre du programme de réinstallation du HCR et s'est engagé dès le début de l'Afrique-Europe-Interact. En 2015, il a publié son livre « Mon parcours du Congo vers l'Europe. Entre résistance, fuite et exil ». Grâce à des collectes de dons organisées lors de ses tournées de lecture, AEI et ARCOM ont pu ouvrir en 2015 un centre d'accueil pour les femmes et leurs enfants à Rabat, la capitale marocaine. Emmanuel Mbolela est coordinateur de cette Maison d'hébergement et il est aussi très actif au sein de la communauté congolaise en exil. ✕



Emmanuel Mbolela, fondateur de l'ARCOM et de la « Maison d'hébergement Baobab », a ouvert la conférence d'anniversaire à Rabat.

Les hommes, souvent de leur communauté, qui prétendent les protéger profitent davantage de cette misère. J'ai été témoin de cet état de chose. Voilà ce qui m'a poussé à retourner au Maroc pour créer la « Maison d'hébergement de femmes migrantes ». Un projet qui me tenait à cœur.

Cette maison a ouvert ses portes en février 2015. C'était un appartement de trois chambres avec deux lits chacune. La capacité d'accueil était estimée à six personnes et la durée d'hébergement était fixée à un mois. En principe cette maison était destinée à héberger que les femmes qui venaient d'arriver au Maroc après leur long et éprouvant voyage.

Dans la communauté migrante, l'information circule beaucoup de bouche à oreille. En moins d'une semaine l'appartement était occupé par une dizaine de personnes. Chaque lit était occupé par deux femmes et nous recevions sans cesse des appels de personnes en difficulté ! Cette situation qui semblait nous déborder après quelques mois d'ouverture de notre Maison d'accueil était précurseur du travail qui nous attendait, non seulement au Maroc mais aussi en Europe. Car il nous fallait un travail de sensibilisation pour récolter des fonds.

Grâce à ce travail et à l'implication de plusieurs personnes et organisations nous avons augmenté non seulement notre capacité d'accueil, mais nous avons aussi mis en place d'autres activités connexes, comme les cours d'alphabétisation pour les femmes qui ont des difficultés de lire et d'écrire, les cours de soutien scolaire et de langues pour les enfants et les adolescent-e-s et les cours d'informatique et de coupe et couture. Nous avons inséré récemment un programme de formation sur l'entrepreneuriat solidaire et éthique pour aider les femmes de rechercher du travail ou de monter une activité génératrice de revenu.

Au moment où nous célébrons les 10 ans de cette Maison d'hébergement, nous disposons de trois appartements qui logent chaque année plus de 200 femmes migrantes et leurs enfants. La durée de l'hébergement a été augmentée d'un mois à trois. Grâce à la mobilisation et au soutien sans condition d'individus, d'associations et de collectifs, je peux dire sans être contredit que notre Maison d'hébergement baptisée « Baobab

» est devenue un lieu de référence et de sauvetage de vies au lieu de juste faire des statiques.

Ce projet accueille non seulement des femmes nouvellement arrivées au Maroc, mais actuellement aussi les femmes migrantes qui fuient les réseaux d'exploitation où elles étaient enfermées et ont subi toutes sortes de violences. D'autres femmes ont fui les mauvaises conditions de travail, comme femmes de ménage dans certaines familles. Nous accueillons également des femmes qui viennent du Nord du Maroc, où les migrant-e-s attendent des conditions favorables pour traverser la Méditerranée, en général dans des forêts où les conditions de vie sont très précaires et où les femmes sont exposées à des risques de violences et d'exploitation. S'ajoutent également des femmes qui sont délogées de force et battues par les propriétaires de maisons au motif de n'avoir pas payé le loyer. » ✕

# TÉMOIGNAGES DE LA MAISON « BAOBAB »

» Les soins médicaux prodigués aux migrantes au « Baobab » ne  
suffisent parfois pas...

La mère de ce petit garçon-là, qui s'appelle Edouard, est décédée le 18 mars 2025. Cette date est restée gravée dans ma mémoire. J'étais à l'hôpital avec ma collègue, je m'en souviens encore très bien. On aide toujours pour les examens, les traitements, les médicaments ou les trajets en taxi. Parce que tout ça coûte de l'argent. Mais le « Baobab » n'a pas pu prendre en charge tous les frais supplémentaires de cette jeune femme, car elle était déjà très malade avant. Finalement, ça n'a pas suffi, elle est décédée. Son corps a ensuite été transporté à la morgue, et on l'a enterrée le 5 avril en présence de sa famille et grâce à l'aide financière du Baobab. On en est très reconnaissant. Sans ses proches, qui sont soudainement réapparus, l'enterrement n'aurait pas pu avoir lieu. Parce que quand il n'y a pas d'argent et qu'on ne retrouve pas la famille, le corps reste là. À la morgue de Casablanca, il y a énormément de ces migrant-e-s décédé-e-s – certains sont là depuis 2018 ! Une fois, le roi a fait preuve de clémence et a fait enterrer ces personnes – il y en avait plus de 100, et chacune a reçu une tombe.

*Adolphine Tchala, l'une des accompagnatrices  
du « Baobab », à propos du décès d'une jeune résidente.*

» On se met d'accord avec les enfants, par exemple : « Tu fais des recherches sur le racisme – ce que c'est, etc. » Et un autre fait des recherches sur le thème du « vivre ensemble ». Après, on se réunit, quelqu'un prend la parole et les autres écoutent. Ensuite, on pose des questions et je leur dis qu'ils ont bien travaillé. C'est comme ça qu'on aborde les problèmes, et petit à petit, on a construit une relation de confiance au sein des groupes. Et c'est ainsi qu'un groupe soudé a vu le jour, un groupe mixte composé d'enfants d'Afrique subsaharienne et du Maroc, mais uni en son sein.

***Jean Massambila Landu, enseignant, à propos de ses cours avec les enfants à l'école d'ARCOM.***

» Avant, il y avait énormément de racisme. Maintenant, ARCOM a sensibilisé les Marocains au fait qu'on peut être noir ou blanc tout en ayant la même mentalité. Et aussi pour tout changer, pour avancer ensemble. C'est génial.

***Madeleine G/Rabat, originaire de Côte d'Ivoire, a suivi une formation à la Maison d'hébergement pour devenir petite entrepreneuse.***

# CE QUE LE DÉSERT A ENLEVÉ

## Quatre femmes racontent leur histoire de survie

*Les noms des quatre interlocutrices ont été anonymisés ; l'entretien a eu lieu lors de la conférence d'ARCOM en octobre 2025 à Rabat.*



**Claudine du Kara/Togo**

Je suis fille unique et mère célibataire de deux enfants. Comme ma mère a la santé fragile depuis longtemps, j'ai dû m'occuper d'elle très tôt. Mais je n'avais jamais les moyens financiers pour ça. Je n'arrivais pas à trouver un boulot qui me permette de subvenir à nos besoins. J'ai décidé de partir au Maroc pour gagner de l'argent pour mes deux enfants et ma mère, pour pouvoir subvenir à leurs besoins. Je suis arrivée au Maroc par la voie terrestre. Mais si j'avais su ce qui allait m'arriver pendant la traversée du désert, je ne serais pas partie. Au total, j'ai passé deux mois sur la route. Notre groupe était composé de six femmes et quatre hommes.

On a voyagé dans un camion, puis on a continué en pick-up. Dans le désert algérien, je suis devenue rescapée d'un viol. Les hommes de notre groupe ont été enlevés parce qu'ils voulaient nous défendre. J'ai perdu leur trace et je ne sais même pas s'ils sont encore en vie. Les agresseurs étaient masqués et nous ont en plus pris tout ce qu'on avait sur nous :

nos portables, notre argent, tout, tout simplement. À mon arrivée, j'ai découvert que j'étais enceinte à la suite de ce viol. Mais ici, en tant que femme enceinte, c'est impossible de trouver du boulot. J'ai été obligée d'aller mendier dans la rue. Sinon, je n'aurais pas pu survivre. Puis j'ai rencontré quelqu'un qui m'a parlé de l'ARCOM et m'a expliqué que c'était là qu'on s'occupait des migrantes et qu'on les hébergeait. Je suis allée au bureau de Papa Emmanuel [Emmanuel Mbolela – la rédaction] et je lui ai expliqué ma situation.

 *J'ai été obligée  
d'aller mendier  
dans la rue. »*

Après ça, j'ai obtenu une place au Baobab. Quand je suis arrivée ici, mon fils avait déjà deux mois. Je n'ai toujours pas les moyens de subvenir aux besoins de mes enfants. À cause de la Coupe d'Afrique des Nations qui approche, il est interdit de mendier aujourd'hui. Si on se fait prendre, on risque d'être expulsé vers son pays d'origine. Ma famille, restée au Togo, pense toujours que je travaille ici. Mais ce n'est pas le cas – bien au contraire. Heureusement, on nous donne à manger ici et on peut loger gratuitement. ✕



### **Amira, de la région du Darfour, au Soudan, a fui ici avec sa sœur**

On est passées par l'Égypte, la Libye, la Tunisie et l'Algérie pour arriver au Maroc. En Libye, on a été retenues pendant plusieurs semaines. Notre père et notre frère ont été tués pendant la guerre, quand un avion militaire s'est écrasé il y a deux ans. On est sans nouvelles de notre mère. Des proches nous ont dit qu'elle s'était enfuie en Libye, mais on n'en est pas sûres. Les survivants de notre famille sont dispersés aux quatre vents et on n'a plus de contact avec beaucoup d'entre eux.



*À cause de notre orientation sexuelle, et parce qu'on ne s'habille pas comme c'est exigé pour des musulman-e-s traditionnel-e-s, on est confrontées ici à des fortes hostilités.»*

À cause de notre orientation sexuelle, et parce qu'on ne s'habille pas comme c'est exigé pour des musulman-e-s traditionnel-e-s, on est confrontées ici à des fortes hostilités. On a déjà reçu des menaces : on nous a dit qu'on nous tabasserait si on ne s'habillait pas comme ça se convient soi-disant à des femmes musulmanes. On ne peut pas retourner au Soudan. Là-bas, il n'y a que la mort qui nous attend. Heureusement, on est en sécurité ici, au Baobab. ✕



## Mariam, région d'Issia, Côte d'Ivoire

Je viens d'une famille très pauvre. J'avais un boulot d'ouvrière d'industrie et j'arrivais à mettre un peu d'argent de côté. Puis je suis tombée enceinte. Je suis partie de chez moi parce que mon salaire n'aurait pas suffi pour subvenir à nos besoins, à mon enfant et à moi. Je voulais échapper à la pauvreté, aider ma mère et offrir un meilleur avenir à mon enfant. Une collègue de l'usine m'a alors mis en contact avec un jeune homme d'Agadir qui m'a promis d'organiser pour moi la traversée en bateau du Maroc vers l'Espagne. Je me suis alors mise en route et j'ai traversé le Mali, le Sénégal et la Mauritanie par la route. Au début, le voyage s'est bien passé, mais les problèmes ont commencé à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie. Là-bas, on nous a retenus pendant trois jours. J'étais alors enceinte de deux mois et j'avais très peur de faire une nouvelle fausse couche. Mais avec l'aide de Dieu, j'ai quand même réussi à atteindre le Maroc.

À Agadir, j'ai retrouvé le jeune homme qui m'avait promis de m'emmener en Espagne. Il m'a dit de continuer vers la ville côtière d'Ad-Dakhla, qui se trouve au Sud du Maroc. De là, je devais embarquer avec d'autres migrant-e-s sur un bateau pour rejoindre les îles Canaries. Mais ça s'est passé tout autrement que prévu : dans le logement où on nous a emmené-e-s, on s'est fait voler – des bandits nous ont pris nos objets de valeur, notre argent et nos portables. Je ne sais pas si le jeune homme qui était censé organiser mon voyage est derrière tout ça. J'ai survécu uniquement grâce à l'aide de quelques femmes ivoiriennes, qui s'étaient elles aussi retrouvées bloquées à Ad-Dakhla et qui, dans cette période de détresse, m'ont donné à manger et m'ont glissé de temps en temps 10 ou 20 dirhams. Je n'avais donc pas d'autre choix que de me débrouiller pour rejoindre Rabat. C'est là que j'ai été accueillie au Baobab. Six jours après mon arrivée, j'ai accouché de mon fils. ✕



*On vit ici ensemble – des femmes différentes de différents pays. Chacune a son histoire. On partage nos repas et on a un toit au-dessus de nos têtes. C'est le plus important.*



**Abeni de Birao, République centrafricaine,  
est fille d'agriculteurs.**

J'ai quitté mon pays en 2023 à cause de la guerre. Le village où je vivais a été attaqué et pillé par des soldats. J'ai subi de graves violences et j'ai dû abandonner à la hâte mes trois enfants et mes parents. Je suis arrivée en Algérie en passant par le Cameroun et le Niger. J'ai beaucoup souffert en traversant le Sahara. J'ai été retenue prisonnière pendant plusieurs semaines dans le désert algérien. Heureusement, j'ai pu m'échapper et j'ai poursuivi mon voyage vers Rabat en passant par la ville d'Oujda, à l'est du Maroc. À mon arrivée ici, je suis tombée malade. Peu après, on m'a dit que j'attendais un enfant à la suite des violences que j'avais subies lors de l'attaque des soldats dans mon village natal. Ici, à Rabat, on m'a envoyée au bureau du HCR. Mais comme il n'y a pas de centres d'accueil pour les réfugiées là-bas, les responsables m'ont orientée vers l'ARCOM. Ça fait maintenant deux mois que je vis ici – et heureusement, j'ai pu retrouver la paix. Mon enfant grandira sans père, mais qu'est-ce que je peux faire d'autre que d'accepter mon sort ? On vit ici ensemble – des femmes différentes de différents pays. Chacune a son histoire. On partage nos repas et on a un toit au-dessus de nos têtes. C'est le plus important. Les équipes de l'ARCOM nous aident comme si elles étaient nos parents. Le pire est derrière moi, mais les séquelles du traumatisme persistent. Je prie Dieu de me protéger et de m'accompagner lors de la naissance de mon enfant. ✕





Les photos suivantes  
montrent des femmes,  
parfois avec leurs enfants,  
dans les appartements de la  
Maison d'hébergement  
Baobab. À leur demande,  
aucun nom n'a été ajouté  
aux photos.















# AUTO- ORGANI- SATION

# DU SILENCE À LA RÉSISTANCE

## **Emmanuel Mbolela : Retour sur les 20 ans d'auto-organisation pour la dignité, les droits et la liberté de circulation**

Du 3 au 5 octobre 2025, l'Association de Réfugié-e-s et de Communautés Migrantes (ARCOM) a célébré ses 20 ans d'existence. Plus de 300 personnes en majorité de migrant-e-s, des militant-e-s et représentant-e-s des organisations et associations de solidarité venues de l'Afrique et de l'Europe ont participé à cette grandiose célébration. La cérémonie, placée sous le thème « La parole aux migrant-e-s : Nous émignons pour vivre, pas pour mourir » s'est déroulée dans une ambiance de solidarité et de fraternité en toute liberté de parole. En tant que l'initiateur de la création de cette première association autogérée des migrant-e-s au Maroc, cette célébration m'oblige à faire un regard rétrospectif sur l'ARCOM, créée en 2005 à Rabat, dans un contexte caractérisé par la violence envers les personnes en mouvement.

L'idée de la création de l'ARCOM est partie d'un constat douloureux : le silence et l'inaction observée chaque fois que les migrant-e-s étaient arrêté-e-s à Rabat et refoulé-e-s à Oujda au motif de ne pas avoir de carte de séjour. Pour rappel, au Maroc dans les années 2005 les forces de l'ordre organisaient de manière régulière des rafles des migrant-e-s en provenance de l'Afrique subsaharienne. Ces rafles commençaient à partir de 3 heures du matin. La police passait dans les ghettos où nous habitions. Si jamais on n'ouvrait pas vite la porte, elle la cassait de force

pour rentrer. ‘Mon ami, le papier’ était la seule demande qui nous était adressée. A l’époque aucun-e d’entre nous était à mesure de répondre favorablement à une telle demande. La seule manière d’y répondre était de se mettre vite en manteau et vêtement chaud et d’obtempérer à leurs instructions. Car une seule minute suffisait pour se faire sortir de force en chemise de nuit et être embarqué-e dans les fourgonnettes de la police. Ceux et celles qui voulaient engager de discussion recevaient de bonnes gifles et de coups qui le faisaient taire rapidement.

 *Comme je le dis souvent, c’était comme un tournoi de ping pong qui se jouait entre la police des deux pays et que nous, les êtres humains, étions cette petite balle de ping pong. »*

La police circulait dans tous les quartiers populaires de Rabat et rassemblait les personnes indésirables : Ceux et celles qui n’avaient pas de papier et qui, selon la police, n’étaient pas les bienvenu-es dans le royaume du Maroc. Je me refuse d’employer le qualificatif ou l’étiquette de clandestin parce que ces policiers connaissaient bien où on habitait et pouvait mettre la main sur nous quand ils le voulaient.

Une fois arrêté-e-s, nous étions amené-e-s d’abord au commissariat de la police du quartier Hay Nahda 1 où nous étions exposé-e-s devant comme des criminel-le-s avant de nous embarquer avant 6 heures du matin en bus à destination d’Oujda au nord-est du Maroc. Arrivé-e-s à Oujda, nous étions jeté-e-s dans la forêt au niveau de la frontière Algérienne. Les policiers marocains nous poussaient vers l’Algérie pendant que les policiers algériens nous repoussaient pour retourner au Maroc. Comme je le dis souvent, c’était comme un tournoi de ping pong qui se jouait entre la police de deux pays et que nous, les êtres humains, étions cette petite balle de ping pong.

Aussi lorsque nous étions ainsi abandonné-e-s dans cette forêt, remonter à Rabat était un parcours du combattant. Les transporteurs de trains et de bus avaient reçu les instructions de ne pas transporter les personnes sans papiers : sans carte de séjour, pas de billets. Il fallait

donc parcourir des centaines de kilomètres à pied pour s'éloigner de la frontière. Parfois les migrant-e-s qui utilisaient cette dernière possibilité se sont fait agresser et ont perdu la vie !

### **Le silence complice et coupable**

Je qualifiais de coupable et complice le silence que j'observais d'abord de la part de certaines organisations internationales et nationales et même des églises qui justifiaient cela par crainte de voir leurs activités suspendues et leurs portes scellées. Mais je trouvais surtout notre inaction, en tant que première-s concerné-e-s par cette violence, de lâcheté, de complicité et de culpabilité envers nous-mêmes. Ce n'était pas de gaieté de cœur que beaucoup d'entre nous avaient décidé de se mettre sur la route d'exil pour se retrouver bloqué-e-s au Maroc. En plus, malgré le dénuement dans lequel on vivait dans ce pays, nous n'avions jamais entrepris des actes qui pouvaient affecter ni à la vie de la population ni aux intérêts de ce pays. Je ne cessais de me poser la question : Pourquoi devons-nous garder le silence devant de telles violences ?

### **Ou nous nous assumons, ou nous nous consomons**

Après plusieurs réflexions et discussions, nous avons décidé de rompre le silence. Il fallait nous organiser en mettant en place une structure qui pouvait nous aider à dénoncer ces violences et remonter nos revendications. C'est dans ce contexte que naîtra l'ARCOM qui s'est assigné pour objectif la défense des droits fondamentaux des migrant-e-s. Au départ l'Association de Réfugié-e-s et Demandeur-euse-s d'Asile Congolaise, l'ARCOM deviendra par la suite l'Association des Réfugié-e-s et des Communautés Migrantes en regroupant et offrant des services à tou-te-s les migrant-e-s sans distinction.

La création de l'ARCOM représentait un défi puisque la loi marocaine sur les associations impose la carte de séjour à tous les membres du bureau. Comme aucun d'entre-nous n'avait cette carte, notre association ne pouvait pas avoir le récépissé pour travailler légalement. En même

temps, rester enfermé·e·s dans nos ghettos n'était pas une solution. Il fallait s'organiser pour défendre nos droits à exister et montrer que le papier ne vaut pas plus que la vie humaine. Ce défi a été relevé comme l'a démontré la cérémonie de 20 ans d'existence de l'ARCOM. Nous avons fonctionné dans l'informel pendant plus de 10 ans avant d'avoir notre premier récépissé en décembre 2018.



*« Il fallait nous organiser en mettant en place une structure qui pouvait nous aider à dénoncer ces violences et remonter nos revendications. »*

Notre première action publique que je n'oublierai jamais était celle devant le bureau de l'UNHCR pour dénoncer les expulsions à Oujda. Deux jours après une rafle menée dans la nuit du 16 au 17 septembre 2005, plus de 300 migrant·e·s ont été expulsé·e·s de Rabat vers Oujda. L'ARCOM venait à peine d'être créée. Après avoir reçu des appels de migrant·e·s embarqué·e·s dans les bus, nous avons organisé une réunion dans notre ghetto. C'est alors que nous avons pris la décision d'aller manifester devant le bureau de l'UNHCR. Car chaque fois qu'il y avait une rafle, on observait le silence de la part de cette organisation en charge de protection des réfugié·e·s.

Il fallait organiser une sensibilisation le dimanche dans les quartiers et envoyer des annonces dans quelques églises, catholiques et protestantes. Mais le lundi, il n'y a eu qu'une vingtaine de personnes qui avaient répondu à notre appel : C'était décourageant. Lorsque nous sommes arrivé-e-s au bureau de l'UNHCR vers 10 heures, les demandeur-euse-s d'asile qui attendaient à la porte pour être reçu-e-s ont pris fuite après que nous avons sorti les tracts et commencé à chanter. Ils et elles avaient peur. Nous sommes resté-e-s et après l'appel à l'Association Marocaine des Droits Humains et l'association espagnole SOS Rassismo, une journaliste espagnole qui travaillait à l'ambassade de l'Espagne a couvert notre manifestation. C'était un début qui donnera la forme à l'ARCOM.

La création de l'ARCOM a provoqué par la suite une dynamique associative que l'on peut voir actuellement au Maroc. Car juste après, il y a eu la création par les migrant-e-s comme par les Marocain-e-s des associations autogérées et celles de solidarité avec les migrant-e-s. ✕

# POLITIQUE FRONTALIÈRE AU DÉTRIMENT DE VIES HUMAINES

**La politique européenne d'externalisation des frontières et la lutte pour la liberté de circulation au Maroc de 2005 à 2025 – une analyse politique**

**R** Comment vois-tu la politique migratoire européenne actuelle ?  
Comment a-t-elle évolué ces deux dernières décennies ?

**E** L'ARCOM a été créé quelques mois avant les événements de Ceuta et Melilla en 2005. À l'époque, plein de gens sont morts en essayant de franchir les barrières frontalières de ces deux enclaves espagnoles sur le territoire marocain, pour rejoindre l'Europe. Depuis lors, je suis de près l'évolution de la politique migratoire européenne – et je dois malheureusement constater que rien n'a fondamentalement changé depuis : les murs et les barrières sont de plus en plus élevés, et les décès en Méditerranée et dans le désert ne cessent de se multiplier et de provoquer plus d'émotion. Chaque année, des centaines de millions d'euros sont alloués à ce qu'on appelle la « protection des frontières », tandis que les fonds destinés à l'aide au développement sont réduits. Tout est mis en place pour empêcher les migrants africains à accéder au territoire européen. Pourtant en cette période où l'on parle de crise climatique, les yeux du monde entier est tourné vers l'Afrique, qui se présente comme continent solution. Grâce à ses forêts vierges et ses minerais stratégiques

l'Afrique joue le rôle clé en tant que puits de carbone mondiale contre le réchauffement climatique. Les ressources naturelles du continent et les matières premières stratégiques continuent d'être pillées par l'Europe qui en a besoin pour la digitalisation et la transition écologique.

**R Pourquoi l'UE agit-elle ainsi et quel est l'impact de sa politique migratoire sur les pays du Maghreb ?**

**E** Dans presque tous les états membres de l'UE où des élections ont eu lieu ces dernières années, les partis de droite et d'extrême droite ont gagné du terrain. Ces partis ne poursuivent en aucun cas un projet politique susceptible d'améliorer la vie quotidienne des gens en Europe. Au contraire : les partis de droite cherchent juste un bouc émissaire pour la crise économique et écologique et rejettent la responsabilité de tous les maux de la société sur la migration. Et c'est justement pour ça qu'on fait pression sur les pays d'Afrique du Nord pour les pousser à jouer le rôle de gardiens des frontières de l'UE. Je tiens donc à rendre hommage ici au travail collectif accompli lors des ateliers de notre conférence. Car les échanges intenses avec des militant·e·s de la Libye, de la Tunisie, de la Mauritanie, du Niger et du Mali nous ont permis de nous faire une idée plus précise de l'ampleur de la violence à laquelle sont confronté·e·s les migrant·e·s dans ces pays.



*Les partis de droite cherchent juste un bouc émissaire pour la crise économique et écologique et rejettent la responsabilité de tous les maux de la société sur la migration. »*

**R Actuellement, la situation dramatique des réfugié·e·s soudanais·es ressort particulièrement. En même temps, la migration en provenance d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale n'a en aucun cas diminué. Comment la situation va-t-elle évoluer ?**

**E** On constate actuellement que plusieurs conflits armés s'intensifient sur le continent africain. Je voudrais aussi rappeler ici la situation dans

l'est du Congo. Là-bas, le conflit avec les pays voisins de l'est ne cesse de resurgir – et les convoitises internationales pour les matières premières de la région ne font qu'aggraver les choses. En même temps, c'est tout à fait vrai que la situation des réfugié-e-s soudanais-es est particulièrement inquiétante. Alors qu'il y a quelques années encore, on croisait rarement un migrant ou une migrante soudanaise dans les rues de Rabat, on en voit aujourd'hui partout. Les guerres dans l'est du Congo et au Soudan comptent parmi les conflits oubliés de notre époque. On doit tout faire pour mettre fin aux massacres là-bas et aider les réfugiés de ces pays à bénéficier de conditions de vie dignes. On apporte notre contribution en hébergeant des migrantes soudanaises au Baobab.

**R La conférence de Rabat a sans aucun doute été un grand tournant. Comment évalues-tu le travail de l'ARCOM au cours des 20 dernières années ?**

**E** Je vais être franc : quand la conférence a commencé, j'avais les larmes aux yeux. En tant que membre fondateur de l'ARCOM, ça m'a beaucoup ému de voir que cette petite association, qu'on a créée il y a 20 ans dans un ghetto d'un quartier populaire de Rabat, a pris une telle ampleur et a réussi à rassembler autant de personnes venues de pays très différents. La forte participation des réfugié-e-s et des migrant-e-s, des institutions marocaines et des organisations internationales montre l'estime et la reconnaissance dont bénéficie l'ARCOM. Au cours de ses 20 années d'existence, l'ARCOM a mis en place une coopération transnationale remarquable, qui n'aurait pas été possible sans notre implication dans le réseau Afrique-Europe-Interact.

Au cœur de tout ça, il y a bien sûr la Maison d'accueil de femmes Baobab. Les nombreuses discussions et présentations, ainsi que les spectacles culturels et artistiques proposés par les jeunes et les enfants de l'ARCOM pendant la conférence, ont été une preuve irréfutable et tangible du travail sérieux que nous avons fait durant ces 20 ans et c'est cela qui a conduit au succès de cet événement. ✕

**EXIL ET  
SOLIDA-  
RITÉ**

# LÀ OÙ LA SOLIDARITÉ DÉPASSE LES FRONTIÈRES

## La conférence de l'anniversaire d'ARCOM et d'Afrique-Europe-Interact

Nous émignons pour vivre, pas pour mourir » : c'est sous cette devise qu'environ 300 personnes se sont réunies à Rabat début octobre 2025 : des migrant-e-s, des défenseur-euse-s des droits humains, des militant-e-s et des sympathisant-e-s venus de différents pays de l'Afrique et de l'Europe. La conférence est devenue un lieu de rencontre, d'analyse commune et de création de nouveaux réseaux politiques. La conférence marquait un double anniversaire : les 20 ans d'existence d'ARCOM et les 10 ans de la Maison d'hébergement « Maison Baobab ». Elle s'est déroulée dans un contexte où l'organisation politique et la mobilisation publique en faveur des migrant-e-s au Maroc sont de plus en plus restreintes. Un participant soudanais décrit la situation ainsi : « J'ai entendu dire qu'un festival culturel africain avait lieu ici. Quand je suis arrivé, j'ai remarqué qu'on parlait de migration et de nos problèmes. Je trouve ça bien. C'est important de raconter ce contre quoi on se bat. »

### Précarité, exclusion et détention

Les migrant-e-s originaires des pays d'Afrique subsaharienne vivent généralement au Maroc dans des conditions précaires et d'insécurité. Même si ARCOM a remporté des victoires importantes depuis sa création il y a 20 ans, les problèmes fondamentaux persistent. La vie de nombreux participant-e-s à la conférence est marquée par un statut de séjour

précaire, un accès limité au travail, un manque de soins de santé et le risque constant de détentions arbitraires et d'expulsions. Cheikh Konaté, militant des droits humains et syndicaliste, qualifie les migrant-e-s détenu-e-s de « groupe oublié » : « On parle très peu de nos frères et sœurs qui sont en prison, et ils sont nombreux. »

### **Des perspectives de genre sur la migration**

Madeleine G. participe aussi à la conférence – son histoire est représentative de celle de nombreuses femmes présentes. Originaire de Côte d'Ivoire, elle suit un programme de formation en entrepreneuriat à la Maison d'hébergement « Maison Baobab ». Pour elle, ARCOM est un lieu de sécurité et de solidarité – dans une réalité quotidienne autrement marquée par l'insécurité : « Chez ARCOM, on ne fait pas de distinction selon l'origine. ARCOM aide tout le monde. Grâce à ARCOM, plein de jeunes filles n'ont pas à vendre leur corps dans la rue. » Beaucoup de femmes présentes partagent des expériences similaires : la violence sexuelle et l'exploitation font partie de leur réalité le long des routes migratoires. En même temps, Madeleine souligne que beaucoup d'hommes souffrent aussi d'énormes difficultés : « Quand nos frères vont travailler, ils se font arrêter par la police. S'ils n'ont pas de permis de séjour, ils sont poursuivis et mis en prison. Ou pire encore, abandonnés loin dans le désert. »

### **Violence aux frontières et refoulements dans le désert**

La violence croissante le long des routes migratoires africaines est au cœur de la conférence. Outre des témoignages en provenance du Maroc, des migrant-e-s et des militant-e-s de l'Algérie, de la Tunisie, de la Mauritanie et du Niger décrivent des expulsions vers des régions désertiques reculées, la destruction de camps informels et des détentions arbitraires – des pratiques courantes un peu partout. Des dizaines de milliers de personnes se retrouvent bloquées dans les régions frontalières. Ces évolutions sont étroitement liées à l'externalisation de la politique migratoire européenne – particulièrement visible dans des pays comme

la Tunisie et la Mauritanie. Les participant-e-s témoignent, d'après leur propre expérience, de répressions qui visent de plus en plus aussi les aidant-e-s et les structures de solidarité.

### **Critiques à l'égard de la politique internationale en matière de réfugié-e-s**

Un groupe important de réfugiés soudanais est particulièrement présent à la conférence. Depuis le début de la guerre en avril 2023, de plus en plus de personnes viennent du Soudan au Maroc. « Qu'est-ce qu'on est, si ce n'est des personnes vulnérables ? Qui, si ce n'est nous qui avons fui la guerre et la violence, devrait bénéficier d'une protection ? », demandent des réfugié-e-s soudanai-e-s lors d'un échange direct avec une représentante du HCR. La frustration est grande : l'absence de mécanismes de protection, des délais d'attente de plusieurs années pour les auditions, les obstacles bureaucratiques, la mise en situation irrégulière et l'insuffisance des structures d'accueil caractérisent la situation de nombreux-es réfugié-e-s.

### **La culture comme expression de l'affirmation politique de soi**

Dans le cadre des activités culturelles d'ARCOM, des enfants et des jeunes d'origines diverses se retrouvent régulièrement. Le programme est coordonné par Kanny Keita, elle-même migrante et responsable du programme culturel de la conférence. À ce titre, elle met en scène des danses, des chansons et une pièce de théâtre – élaborées en collaboration avec les enfants et les jeunes d'ARCOM. Kanny connaît bien les défis que pose la vie en communauté au Maroc – et sait comment l'art permet de dépasser les frontières : « Les jeunes viennent de la République Démocratique du Congo, du Congo-Brazzaville, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Soudan. Ils ne parlent pas toutes les mêmes langues. Il y a aussi des jeunes marocain-e-s. Notre langue commune, c'est la culture. C'est comme ça qu'on se comprend. » Le programme culturel devient l'un des moments forts de la conférence sur le plan émotionnel – et montre que l'expression artistique est une forme d'affirmation politique de soi.

## **Se souvenir, c'est résister**

La migration est indissociable de la perte et de la résistance – c'est ce qui ressort clairement d'un atelier organisé pendant la conférence. Des proches parlent de leurs proches disparu-e-s, de leurs recherches, de leur deuil et de leur engagement à garder vivant le souvenir des défunt-e-s. « La mer n'a pas de branche à laquelle on puisse s'accrocher », dit une mère dont le fils a disparu en traversant la Méditerranée. Ça fait cinq ans qu'elle n'a plus de nouvelles de lui. Elle cherche du soutien pour les familles touchées et de l'aide pour créer une association au Sénégal. Des proches venu-e-s du Maroc et de la Tunisie partagent aussi leur chagrin et leur colère face à la perte de leurs proches. Ensemble, ils dénoncent ce régime frontalier meurtrier et cherchent à se soutenir mutuellement. Au cœur de ces discussions : la journée annuelle transnationale de commémoration et d'action « CommemorAction » du 6 février et la demande d'un monument à la mémoire des personnes décédées et disparues sur les routes migratoires.

## **Réseaux transnationaux et structures solidaires**

La conférence a non seulement renforcé les structures locales, mais elle a aussi permis de tisser de nouveaux liens transnationaux. Des organisations comme ARCOM, Afrique-Europe-Interact, Watch the Med Alarmphone et Alarme Phone Sahara ont discuté de la manière de mieux relier entre elles les structures de soutien existantes. En même temps, on a pu constater avant la conférence à quel point le régime des visas entrave cette coopération : Certains militant-e-s n'ont pas pu venir malgré des frais et des efforts considérables engagés, car on leur a refusé un visa. Mais la conférence a aussi montré qu'en dépit de la violence, de l'insécurité et du repli politique, des espaces de solidarité et d'action commune continuent de voir le jour. La devise centrale de la conférence est plus qu'un simple slogan – c'est une revendication politique : Nous émignons pour vivre, pas pour mourir. La liberté de circulation pour tout le monde. ✕

# À LA RECHERCHE D'UNE PROTECTION

## La situation particulière des Soudanais-e-s au Maroc

*« Même si les gens pensent qu'on n'est que des migrant-e-s qui viennent dans ce pays pour rejoindre l'Europe, je dois les contredire. On veut faire de notre mieux ! Peu importe qu'on soit au Maroc ou en Europe. Si je trouve une protection et du travail, et si je rencontre des gens qui me respectent et qui sont gentils avec moi, alors je vivrai ici. Moi-même, je ne voulais pas partir plus loin. Le plus important pour nous, c'est juste de pouvoir rester ici légalement, parce que pour l'instant, on est en situation irrégulière. »*

*Mahmoud H., originaire du Soudan, vit à Rabat, au Maroc.*

Le Maroc est devenu pour de nombreux-es réfugié-e-s d'Afrique subsaharienne l'espoir d'un lieu sûr. Surtout depuis l'escalade de la guerre au Soudan en avril 2023, de plus en plus de personnes cherchent refuge en Afrique du Nord pour échapper à la guerre, aux pertes et aux déplacements forcés. Mais même au Maroc, elles ne trouvent souvent ni protection fiable ni perspective de moyens de subsistance sûrs. La violence, la lutte pour la survie et l'invisibilité font douloureusement partie de leur quotidien.

Bien que le Maroc ait signé la Convention de Genève relative au statut des réfugié-e-s, il n'existe toujours pas, dans la pratique, de système d'asile qui fonctionne. C'est le Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) qui se charge de l'enregistrement et de la reconnaissance des réfugié-e-s. Certes, certain-e-s obtiennent des documents et des titres de séjour, mais l'aide de l'état reste minimale : il n'y a pas de logements, peu de soins médicaux et presque aucune possibilité de travail légal. Mais surtout, ça ne les protège pas contre les arrestations arbitraires et les expulsions vers les zones frontalières et désertiques. Même avec des papiers officiels, les réfugié-e-s sont interpellé-e-s par les forces de l'ordre et emmené-e-s dans le sud du pays ou renvoyé-e-s vers la frontière algérienne. Du coup, beaucoup vivent constamment dans la peur d'être expulsé-e-s ou à nouveau chassé-e-s. Beaucoup d'entre eux ont déjà subi de graves traumatismes psychologiques et physiques pendant leur fuite. En même temps, les coupes dans les aides internationales aggravent encore la situation, car le HCR et les organisations humanitaires ont dû réduire leur soutien. Pour beaucoup, le seul espoir qui reste, c'est la réinstallation dans un autre pays via un programme de réinstallation – une chance qui n'existe pratiquement plus à cause de la politique d'accueil de plus en plus raciste des pays européens.

Les portraits suivants rassemblent les témoignages de personnes qu’Afrique-Europe-Interact a interviewées au Maroc en octobre 2025. Ils brossent un tableau qui décrit le Maroc comme une sorte d’impasse : ils ne peuvent ni poursuivre leur voyage vers l’Europe en toute sécurité, ni vraiment se construire une nouvelle vie au Maroc. Mais ces histoires ne parlent pas seulement de violence et d’insécurité. Elles parlent aussi de gens qui, malgré tout, essaient de continuer à vivre : des femmes qui subviennent aux besoins de leurs enfants à distance ; des jeunes qui, après des années de prison, vivent dans la rue et s’organisent en groupes pour survivre ; des réfugié-e-s qui enseignent ou aident les autres, alors qu’ils sont eux-mêmes à peine à l’abri. Leurs récits mettent en lumière ce que les débats politiques sur la migration occultent souvent : le fait que l’exil ne s’arrête pas une fois la frontière franchie, mais que l’insécurité, la privation de droits et la lutte pour la dignité se poursuivent souvent. Ces témoignages ne prétendent pas être exhaustifs. Mais ils donnent un aperçu d’une réalité qui reste la plupart du temps invisible – et du quotidien de ces personnes coincées entre les frontières de l’Europe et de l’Afrique. ✕



Mohamed Hamad et Yasir Ali Ibrahim ont raconté leur détention pendant leur fuite.

## « Je ne savais pas pourquoi ils m'avaient emmené. »



**Mohamed Hamad, 25 ans, du Darfour, au Soudan.**

J'ai été arrêté au Maroc et emprisonné pendant trois ans – sans comprendre pourquoi. Ils ont dit que j'avais essayé de fuir vers l'Europe. À l'époque, en juin 2022, beaucoup de gens sont mort-e-s à la frontière près de Melilla. Mais je ne faisais pas partie de ce groupe. Je me déplaçais à pied près de Nador quand ils m'ont arrêté. Je n'avais aucun moyen de me défendre. Au final, j'ai été condamné à trois ans de prison – alors que j'étais enregistrée auprès du HCR. En prison, j'étais livré à moi-même. Personne ne pouvait nous aider. On n'avait aucun contact avec nos familles, pas d'avocats, pas d'organisations qui venaient nous rendre visite. Personne n'a écouté notre histoire. Les conditions étaient très mauvaises. On était environ 75 personnes dans une cellule. C'était serré, bruyant et froid. En prison, on m'a frappé et donné des coups de pied. J'ai perdu une dent à cause de ça. Quand j'ai demandé de l'aide médicale à cause de la douleur, on ne m'a pas aidé. Je n'étais pas le seul en prison à avoir fui le Soudan comme moi. Il y avait aussi des mineurs parmi nous. L'un d'eux s'appelait Yasir. Il n'avait que 13 ans quand ils l'ont arrêté.



### **Ali Ibrahim, 16 ans, du Darfour, au Soudan**

J'ai été arrêté à 13 ans. Je ne savais pas pourquoi ils m'avaient emmené. Au début, ils m'ont dit que je ne devrais rester en prison que quatre mois, parce que j'étais encore mineur. Ça m'a donné de l'espoir. Mais au tribunal, ils m'ont condamné à trois ans de prison. Je n'avais aucune aide, pas d'avocat, personne pour me soutenir. J'étais encore un enfant, mais ils m'ont mis dans une prison pour des adultes. Là-bas, j'ai été battu et maltraité. C'était très douloureux. Quand j'ai été libéré au bout de trois ans, j'ai appris que ma famille avait été assassinée au Soudan. Il ne reste plus que mon petit frère et moi. Il vit maintenant au Tchad. Je suis tout seul ici au Maroc. Depuis ma libération, je dors dans la rue. Et je me demande : où est-ce que je vais aller ? Je veux que mon histoire soit entendue. ✕



Hamed Mobarak a critiqué le manque de protection de la part du HCR.

## « Comment on pourrait avoir des papiers officiels dans ces conditions ? »



**Hamed Mobarak du Soudan**

**J**e ne parle pas seulement en mon nom, mais aussi au nom de nombreux réfugié·e·s au Maroc dont les voix ne sont guère entendues.

Le HCR nous demande, à nous les réfugié·e·s, de présenter un passeport. Mais comment on pourrait avoir des papiers officiels dans ces conditions ? Au Soudan, à cause de conflits politiques et historiques, les gens sont discriminé·e·s s'ils viennent d'une certaine région. Beaucoup n'obtiennent pas de passeport ou ont peur de se rendre auprès des autorités publiques, car ils redoutent la discrimination ou la persécution. Cette réalité n'est pas prise en compte. Exiger un passeport, c'est injuste : ça va à l'encontre de la véritable signification du terme « réfugié·e ».

On s'adresse au HCR parce qu'il nous promet une protection. On s'y rend pour être reconnu·e·s comme « réfugié·e·s ». En principe, il y a des entretiens où on peut expliquer pourquoi on est persécuté·e·s. C'est comme ça qu'on décide qui a droit à une protection. Mais en réalité, beaucoup d'entre nous n'obtiennent même pas de rendez-vous. Souvent, on n'a même pas le droit d'entrer dans les locaux. Et quand on nous laisse entrer, on nous dit qu'il n'y a pas de protection pour nous.

Ça nous amène à nous demander si on est victimes de discrimination par rapport aux autres. Nos dossiers n'avancent pas. Beaucoup vivent ici depuis cinq ou six ans sans que leur dossier ait même été examiné ou transmis. Certains sont reconnus, d'autres non. On ne comprend pas

pourquoi on n'est pas reconnus. On a fui la guerre, on est des personnes déplacées.

Au Maroc, on ne trouve aucune protection. Même les programmes financés par le HCR et censés venir en aide aux personnes particulièrement vulnérables – les malades, les femmes, les enfants – ne nous parviennent pas. On nous fait des promesses, mais on n'en voit pas les résultats. Beaucoup d'entre nous sont victimes d'agressions, d'harcèlement ou de vols. Mais la police n'intervient pas, même quand on a des papiers. Souvent, on ne sait pas vers qui se tourner.

Au lieu d'être protégé·e·s, on devient nous-mêmes des cibles. La police nous arrête, souvent sans raison, sans procédure. Certain.e.s sont emmené·e·s dans d'autres régions, loin de Rabat, sans argent pour le retour. D'autres se retrouvent en prison. Je connais des gens qui sont en détention depuis trois ans. Les ONG n'ont pas le droit de leur rendre visite, même le HCR n'y a pas accès. Beaucoup ne savent même pas qu'ils sont là-bas.

On a manifesté à plusieurs reprises devant le HCR pour attirer l'attention sur notre situation. Mais ils ne nous écoutent pas. On veut que nos voix soient entendues – que les autres sachent ce qu'on vit ici tous les jours. Mais souvent, on a l'impression que personne ne comprend vraiment ce que ça signifie pour nous. ✕

## « Je vis dans la peur – et j’essaie quand même de rester forte pour mes enfants »



**Amina Abakar du Soudan**

**L**à-bas, je menais une vie simple à la campagne, mais portée par la communauté : les voisin-e-s s’entraidaient, on partageait la nourriture, l’eau était accessible à tou-te-s. Mais avec la guerre au Soudan, qui s’est intensifiée en 2023 et a plongé des régions entières dans la violence, cette vie s’est effondrée. Les combats, l’insécurité et la peur ont soudainement envahi le quotidien.

En 2024, j’ai quitté le Soudan. J’ai dû laisser derrière moi mes enfants et ma mère malade – une décision qui me hante encore aujourd’hui. Ma fuite m’a fait traverser plusieurs pays d’Afrique du Nord jusqu’au Maroc. Le trajet était dangereux. J’ai vu des gens – surtout des femmes – subir des violences, sans protection, sans aide. Une fois, des dizaines de personnes, dont moi, ont été abandonnées dans le désert après avoir été expulsées d’Algérie. Ces images ne me quittent pas.

Aujourd’hui, je vis seule au Maroc. J’ai le statut de réfugiée, mais ça ne veut pas dire que je me sens en sécurité. Je me bats tous les jours – contre la langue, contre les différences culturelles et surtout contre la solitude. Mes enfants sont toujours au Soudan, dans une situation précaire. Pendant longtemps, je ne savais même pas s’ils étaient encore en vie. Ce n’est qu’au bout de onze mois que j’ai appris qu’ils étaient encore en vie. Ma famille au Soudan n’est toujours pas en sécurité. La guerre a déchiré le pays, la violence fait partie du quotidien. Un de mes enfants a été blessé lors d’affrontements. Je suis loin et je ne peux rien faire.

Ici aussi, au Maroc, je ne suis pas vraiment en sécurité. Il n’y a pas de guerre, mais en tant que femme seule, la vie dans une société patriarcale est extrêmement difficile. J’ai subi de la discrimination raciste et de la violence, et je me sens souvent sans défense.



Amina Abaker, originaire du Soudan, a cherché refuge contre la violence patriarcale à la Maison d'hébergement de femmes Baobab.

Avant, avec un statut auprès du HCR, on avait la possibilité d'être reconnue comme réfugiée et d'être réinstallée dans des pays sûrs. Aujourd'hui, c'est presque impossible.

Je vis actuellement dans un foyer d'accueil pour femmes, le Centre Baobab. Mais mon séjour est limité dans le temps. Je vais bientôt devoir partir, et je ne sais pas où aller. Je n'ai pas d'argent pour me payer un appartement. Sur le peu d'argent que je reçois, j'en envoie la plus grande partie à mes enfants. Il ne me reste presque rien.

J'ai essayé de poursuivre mon voyage vers l'Europe pour trouver du travail et subvenir aux besoins de ma famille. J'ai tenté ma chance plusieurs fois – sans succès. Je me suis même retrouvée en Libye, sur un bateau en Méditerranée, en route vers l'Italie. Là-bas, j'ai été victime de violences. Au final, on m'a toujours repoussée.

Mon état de santé complique encore plus les choses. Après une opération, je suis affaiblie physiquement et je ne peux pas faire de travail pénible.

En même temps, le coût de la vie au Maroc est élevé. Même les choses essentielles comme l'eau ou la nourriture sont chères.

Ce que je souhaite, c'est simple : la sécurité. Une possibilité de travailler. Et surtout, que quelqu'un-e m'écoute et comprenne ce que je vis. Je raconte mon histoire parce que j'espère qu'elle sera entendue – pas seulement comme un cas isolé, mais comme faisant partie d'une réalité que vivent beaucoup de femmes comme moi. ✕



Après avoir fui le Soudan, Mark Khunda Tutu s'engage bénévolement au Maroc en tant qu'enseignant auprès d'autres réfugiés.

## « J'ai fui la guerre... et je continue de vivre dans l'insécurité »



**Mark Khunda Tutu aus Sudan**

**J**e viens des montagnes de Nuba, dans le Sud-Kordofan au Soudan – une région marquée par des conflits depuis des décennies. La violence, les tensions politiques et les combats récurrents ont marqué ma vie et m'ont finalement forcé à fuir.

Je suis d'abord parti en Libye, où j'ai vécu et travaillé pendant plusieurs années. Mais là-bas non plus, je n'étais pas en sécurité : les arrestations arbitraires et la répression faisaient partie du quotidien. Quand un de mes amis a été arrêté, j'ai décidé de fuir encore plus loin – via la Tunisie, en direction de l'Europe.

J'ai essayé de traverser la Méditerranée. Mais notre bateau est resté bloqué en pleine mer. Pendant des jours, on a dérivé au gré des vagues, entre l'espoir et la peur de mourir. Finalement, on a été refoulé-e-s. Je suis finalement arrivé au Maroc en passant par l'Algérie.

Aujourd'hui, je vis ici dans des conditions précaires. Malgré plusieurs tentatives, je n'ai pas obtenu de statut de résident auprès du HCR. L'accès à la protection est long et souvent opaque. Sans papiers officiels, c'est presque impossible de se construire une vie stable.

Je m'engage bénévolement en tant qu'enseignant auprès d'autres réfugié-e-s soudanais-e-s et j'essaie surtout d'aider les jeunes. Mais je n'ai aucun revenu. Le quotidien est marqué par l'incertitude : un coût de la vie élevée, pas de travail et un manque de perspectives claires.

Ce que je souhaite, c'est tout simple : une protection, un traitement équitable dans la procédure d'asile et la possibilité de vivre et de travailler de manière autonome. Malgré tout, je garde l'espoir que ma situation s'améliore un jour. ✕



Des femmes enseignent et apprennent ensemble dans une salle de classe du centre d'ARCOM.



Dans la cuisine d'un logement d'accueil, les femmes préparent à manger pour elles-mêmes et leurs enfants.



Les résidentes se partagent les chambres des logements « Baobab », situés dans un quartier de Rabat.



Les salles de classe du centre ARCOM sont un lieu de rencontre pour les femmes et les enfants qui ont vécu ou vivent encore dans les logements d'accueil.



En plus des cours scolaires classiques, les enfants développent aussi leurs talents artistiques dans les salles de classe de l'ARCOM.

Les cours de l'ARCOM sont ouverts aux enfants marocains, ce qui favorise la cohabitation dans le quartier.

Dans l'atelier de l'ARCOM,  
les femmes des logements  
d'accueil cousent des  
vêtements pour elles-mêmes  
et pour les autres.

Au quotidien au Baobab,  
il y a aussi des tâches  
comme faire la lessive.



# RÉPRESSION ET RÉSIS- TANCE

# RÉGIME DE VIOLENCE AUX FRONTIÈRES EXTÉRIEURES

## La politique migratoire de l'UE et ses conséquences en Afrique du Nord

L'Union européenne repousse sans cesse ses frontières vers le sud. À travers des accords, un soutien financier et le renforcement des systèmes de surveillance et de protection des frontières, les États d'Afrique du Nord et de la région du Sahel sont de plus en plus contraints d'empêcher la migration vers l'Europe. Ce qu'on appelle « l'externalisation de la gestion des frontières » se traduit pour de nombreux migrant-e-s par une liberté de circulation restreinte, des contrôles, de la répression et de la violence.

Les arrestations, les expulsions, les refoulements et l'abandon de personnes dans les régions désertiques et frontalières font désormais partie du quotidien des migrant-e-s dans de nombreux endroits. Les itinéraires de fuite et de migration deviennent de plus en plus dangereux, et les possibilités sûres de se déplacer en Afrique ou vers l'Europe sont systématiquement restreintes. Une chose est sûre : les personnes qui quittent leur région d'origine à cause de la guerre, de la pauvreté, des persécutions politiques ou du manque de perspectives sont particulièrement touchées.

Les contributions suivantes mettent en lumière ces évolutions sous différents angles : elles rendent compte des conséquences de la politique migratoire européenne au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Libye et au Niger. Les personnes qui subissent cette violence ou qui s'y opposent racontent leurs expériences et leur résistance. En même temps, les reportages et les analyses montrent que, le long des routes migratoires, des structures solidaires se mettent en place et que les migrant-e-s et leurs soutiens s'organisent contre la criminalisation de la migration et pour la liberté de circulation, la protection et une vie digne. ✕

# « SI ON SE TAIT, LA VIOLENCE DEVIENT LA NORME »

## Aperçu du travail de terrain de la militante Imane Echchikhi au Maroc

On nous a arrêtés. Ils nous emmènent quelque part. On ne sait pas où. » Imane reçoit régulièrement ce genre de messages. Elle travaille chez Alarm Phone à Oujda, dans l'est du Maroc, près de la frontière algérienne [Alarm Phone est un numéro d'urgence géré par des bénévoles pour les migrant·e·s en situation difficile, surtout en Méditerranée]. C'est dans cette région que se retrouvent beaucoup de ceux qui sont intercepté·e·s alors qu'ils et elles tentent de rejoindre l'Europe. Quand son téléphone sonne ou qu'elle reçoit un message vocal, il s'agit souvent de personnes qui viennent d'être arrêtées, qui sont blessées ou qui ont été séparées les unes des autres après une rafle. « Dans ces moments-là, on ne peut pas rester neutre », dit-elle.

Ce qu'Imane décrit n'est pas une exception. C'est le quotidien à Oujda et dans les régions frontalières environnantes. Beaucoup de personnes avec lesquelles Imane est en contact vivent en plein air – dans la forêt ou dans des maisons abandonnées. Elles manquent d'eau, de nourriture et de soins médicaux. Beaucoup arrivent blessées, certaines après avoir subi plusieurs refoulements violents. D'autres ont été arrêtées, emmenées à l'autre bout du pays – à Tiznit, Beni Mellal ou encore plus au sud – puis abandonnées là-bas. Certaines reprennent ensuite le

chemin d'Oujda à pied. Imane décrit ça comme un mouvement constant sous la contrainte. « À chaque fois, c'est le même regard : de la fatigue, de la peur – mais aussi de la dignité », dit Imane.

 *Dans ces moments-là,  
on ne peut pas  
rester neutre »*

Pour Imane et ses collègues, ces situations marquent souvent le début d'une recherche qui dure des heures. Ils essaient de rassembler des infos : où ces personnes ont-elles été vues pour la dernière fois ? Où auraient-elles pu être emmenées ? Qui peut les rechercher sur place ? Alarm Phone ne travaille pas tout seul. Les infos sont transmises, les contacts mobilisés, d'autres initiatives impliquées – souvent entre différents endroits. « Ce qui se passe à Oujda est lié à ce qui se passe à Ceuta, Lampedusa ou Paris », explique Imane. Des groupes locaux à Oujda, Nador ou Tanger apportent aussi leur aide comme ils le peuvent : avec de la nourriture, des vêtements ou un endroit où dormir pour la nuit. Beaucoup de choses se font de manière informelle, avec peu de moyens, mais un engagement sans faille. « Ici, la solidarité n'est pas un concept », dit Imane. « C'est un combat quotidien. »

Imane constate depuis quelque temps une nette aggravation de la situation. Les contrôles se multiplient, tout comme les arrestations. Pour elle, c'est clair : cette évolution ne doit pas être considérée isolément. « Le Maroc subit la pression de l'Europe », dit-elle. « Le pays devient de plus en plus une sorte de zone tampon. » Pour les personnes concernées, ça veut dire une vie au point mort. Elles sont livrées à elles-mêmes pendant de longues périodes – sans accès aux soins médicaux, sans lieu de séjour sûr, sans perspective d'avenir. Pour beaucoup, la violence fait partie du quotidien : lors des contrôles, aux frontières, lors des arrestations. Pour beaucoup, les droits ou la protection sont pratiquement inaccessibles.

Des organisations gouvernementales et internationales sont aussi présentes sur place. Mais pour Imane, leur travail n'a pas grand-chose à voir avec la réalité qu'elle vit au quotidien. Alors qu'on parle de « migration légale », d'« intégration » ou de « développement », des gens dorment à la belle étoile et sont exposé-e-s à la violence. Beaucoup de programmes restent sur le papier ou ne profitent qu'à quelques-un-e-s. Certains servent plus à contrôler qu'à protéger. « Le fossé entre les discours politiques et la réalité est énorme », dit Imane.

Pour Imane, c'est clair : la solidarité, c'est plus qu'une aide d'urgence. C'est toujours aussi un acte politique. Il s'agit de rendre visible ce qui reste sinon invisible – dénoncer la violence, documenter ce qui se passe et organiser la résistance – et de faire entendre les voix des personnes concernées elles-mêmes. « Si on se tait, la violence devient la norme », dit-elle. Les migrant-e-s ne sont pas des « flux » ou des « problèmes », mais des personnes avec leurs propres choix, leurs propres perspectives et leur propre résilience. Beaucoup documentent leurs expériences, transmettent des infos et s'organisent – devenant ainsi les acteurs et actrices de leur propre résistance. « On ne les soutient pas parce qu'ils sont faibles », dit Imane. « On les soutient parce qu'ils sont forts – et parce qu'ils subissent une injustice qu'on n'accepte pas. » ✕

# DES CHEMINS À TRAVERS LE FOSSÉ ENTRE LE MAROC ET L'ALGÉRIE

## Histoire de migration depuis Oujda

*Cette interview a été réalisée dans le cadre de la CommemorAction 2026 à Oujda, organisée par l'Association Marocaine d'Aide aux Migrant-e-s en Situation Vulnérable (AMSV) [voir l'encadré ci-dessous]. La CommemorAction est une manifestation commémorative qui a lieu une fois par an dans de nombreux pays en hommage aux migrant-e-s disparus-es et décédé-e-s. La conversation s'est déroulée en plusieurs langues : Sofiane, qui a une vingtaine d'années et qui nous raconte son expérience de migration en Algérie, parle la darija, tandis que les questions sont posées en français. Hassane El Ammari, président de l'AMSV, traduit, précise et met les choses en perspective.*

**R Pourquoi es-tu parti du Maroc ? Comment cette décision s'est-elle prise ?**

**S** J'ai suivi une formation de coiffeur, mais je n'ai jamais exercé ce métier. J'suis parti juste après avoir obtenu mon diplôme, c'était en 2022. L'idée d'aller en Algérie m'est venue grâce à un ami. Je voulais gagner de l'argent pour subvenir aux besoins de ma famille et économiser pour la traversée vers l'Europe. Ma décision était claire : je suis un Harraga<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Les « Harraga » – mot arabe inventé signifiant « ceux qui brûlent les frontières » –

**R Comment t'es-tu débrouillé pour passer la frontière ? Tu y es allé tout seul ou avec d'autres ?**

**S** Je suis parti tout seul, juste avec une boussole. Ça n'a pas été facile.

**H** Le fossé entre le Maroc et l'Algérie n'a pas la même profondeur partout. Dans les montagnes, c'est plus facile à traverser – il y a même de petits escaliers que des gens ont construits.

**S** Il pleuvait très fort. C'était humide, glissant et brumeux. J'ai dû marcher très prudemment. Après avoir traversé le fossé, j'ai marché environ quatre heures jusqu'à atteindre un petit village. Là-bas, quelqu'un est venu me chercher.

**H** Il était déjà en contact avec cette personne avant. Sans ce genre de contacts, c'est impossible.

**R Est-ce que cette frontière est vraiment aussi sécurisée partout – ou est-ce que ça a changé avec le temps ?**

**H** La frontière a connu plusieurs phases. En 1994, après les attentats islamistes à Marrakech, elle a été fermée. À l'époque, le Maroc a bouclé la frontière et, du côté algérien, on a creusé ce fossé. Après 2020, suite à la rupture des relations diplomatiques, la surveillance a encore été renforcée : plus de contrôles, plus de moyens techniques. Et depuis 2023, c'est encore plus strict : même l'espace aérien est concerné. Les avions en provenance du Maroc ne sont plus autorisés à survoler l'Algérie. Si tu veux aller du Maroc en Tunisie, par exemple, ça ne peut se faire qu'en passant par l'Espagne et l'Italie.

**R Je vois... Tu y es quand même allé. Pourquoi justement sous la pluie et dans le brouillard ?**

**S** Parce que les caméras ne voient rien dans ces conditions. La frontière est certes surveillée, mais pas partout avec la même intensité. Il y a des caméras de surveillance et des radars capables de détecter des mouvements jusqu'à deux kilomètres de distance.

---

*sont des migrant-e-s nord-africain-e-s qui tentent de venir en Europe en situation irrégulière.*

**H** Si tu es plus loin – à trois kilomètres – ou s’il y a du brouillard, on ne te repère pas. Beaucoup de Marocain-e-s et d’Algérien-ne-s font comme ça. Parfois seul-e-s, parfois en groupe. L’important, c’est de se déplacer hors de portée des systèmes de surveillance.

 *L’important, c’est de  
se déplacer hors de portée des  
systèmes de surveillance. »*

**R** Tout à l’heure, tu m’as raconté que tu étais allé dans plusieurs villes en Algérie. Comment tu as trouvé du travail et un logement ?

**S** J’ai toujours travaillé dans le bâtiment, surtout dans la pose de carrelage, dans le domaine de Zellige<sup>3</sup>. Pour trouver du boulot, je me suis servi d’une chaîne de contacts : j’ai payé quelqu’un, puis quelqu’un est venu me chercher et m’a emmené dans un petit village. Ensuite, un autre Harraga est venu nous chercher et nous a emmenés à Alger. De là, on a continué vers Tizi Ouzou, puis Hamadi, retour à Alger, puis Blida et Oran. Le travail était étroitement lié à ces réseaux – tout comme le logement. On était souvent 17 ou 18 personnes, la plupart du Maroc, souvent même du même village. On travaillait et vivait ensemble, parfois directement sur le chantier, parfois dans des maisons louées. Le travail était très dur. On travaillait de 8 heures du matin jusqu’à 8 heures, voire 9 heures du soir.

**H** Sofiane, comme beaucoup d’autres migrant-e-s marocain-e-s, n’avait en réalité pas le choix. Les employeurs en profitent. Beaucoup n’ont pas de papiers. Quand la police fait des rafles, des gens se font arrêter – et sont immédiatement remplacés. Il y a toujours assez de gens prêt-e-s à travailler dans ces conditions.

---

<sup>3</sup> Il s’agit d’un artisanat traditionnel nord-africain : de petits carreaux de céramique découpés à la main et émaillés, assemblés pour former des mosaïques destinées aux murs, aux sols ou aux façades.

**S** Pour l'Aïd al-Adha, je voulais rentrer chez moi, retrouver ma famille. On m'a arrêté à la frontière. Je me souviens très bien de ce moment-là : des coups de feu ont retenti et j'ai été arrêté.

J'ai été condamné, d'abord à deux ans, puis la peine a été réduite à un an. Au final, j'ai passé huit mois en prison.

**H** Il a eu de la chance : on lui a attribué un avocat. Ça varie selon les régions.

### **R Comment se passait le quotidien en prison ?**

**S** La plupart des détenus étaient marocains. Il y avait aussi des Algériens et des Soudanais. Les migrants étaient là pour séjour illégal, les Algériens plutôt pour d'autres raisons.

On était nombreux, 18, parfois 24 personnes dans une cellule. Des lits superposés sur trois niveaux, des toilettes et une douche, tout dans la même pièce. Tout était très serré. On nous réveillait à six heures. Ceux qui savaient faire quelque chose étaient affectés à des tâches : cuisine, ménage et bricolage. En échange du travail, on avait de meilleurs repas, mais pas d'argent. On sortait dans la cour deux fois par jour. S'il y avait des conflits, on essayait de les régler entre nous. Si la direction l'apprenait, il y avait des sanctions : isolement, coups. On est suspendu par les pieds, on te saupoudre de sel. Ça peut durer des heures. Moi, je n'ai jamais été puni. On ne recevait rien de la direction de la prison. Ceux qui n'avaient pas de vêtements devaient compter sur les autres. Par exemple, quand quelqu'un sortait de prison, il donnait ses vêtements.

### **R Tu as pu rester en contact avec ta famille pendant ta détention ? Comment ça se passait pour communiquer avec l'extérieur ?**

**S** Ça n'a pas marché. On pouvait envoyer des lettres, mais on ne savait jamais si elles arrivaient à destination. On ne pouvait téléphoner qu'avec une autorisation. J'ai été dans plein de prisons et j'ai réussi une fois à faire débloquer le numéro de ma famille, mais la connexion n'a pas marché pour une raison ou une autre. Ma famille s'est tournée vers l'AMSV. Ils ont retrouvé où j'étais et ont aidé ma mère. Le 11 novembre

2024, j'ai été libéré – grâce à une grâce présidentielle. Au total, 27 détenus marocains ont été libérés. On nous a emmenés au consulat du Maroc.

**H** Son dossier était déjà connu là-bas, on l'avait envoyé avant.

**S** Je n'ai pas eu besoin de donner mes empreintes digitales. J'étais déjà enregistré, mes papiers étaient en règle. Ensuite, on nous a emmenés d'Alger à Maghnia, près de Saïdia, à la frontière. Là-bas, on a pris des photos et on nous a délivré des documents. C'est comme ça que je suis rentré au Maroc – j'ai été expulsé.

**R** **Comment as-tu vécu cette période après ton retour et à quoi penses-tu en ce moment ?**

**S** Les premières semaines qui ont suivi ont été difficiles. Je faisais des cauchemars et je n'arrivais pas à dormir. Au bout d'un ou deux mois, ça allait mieux. Je suis resté en contact avec l'AMSV. Ça m'a impressionné qu'ils s'intéressent à ma mère et qu'ils l'aient aidée. Pour elle, ça a vraiment été d'une grande aide. En ce moment, je bosse dans une salle de sport. Mais l'idée de l'Europe me trotte toujours dans la tête. ✕

**L'Association Marocaine d'Aide aux Migrant·e·s en Situation Vulnérable (AMSV)** traite un très grand nombre de dossiers, souvent pendant des années, et accompagne actuellement plus de 100 personnes qui se trouvent en détention ou en procédure d'expulsion vers l'Algérie. En plus, l'AMSV aide les familles à retrouver leurs proches disparus. Concernant l'Algérie, cette organisation de défense des droits humains réclame régulièrement, dans des lettres ouvertes, une amnistie et le rapatriement des prisonnier·e·s marocain·e·s. Alors qu'en 2024, on parlait de plusieurs centaines de personnes concernées, les chiffres actuels pour 2026 font état de plus de 1 700 détenu·e·s. ✕

Le public, venu en nombre, a suivi avec intérêt et attention les tables rondes sur les questions de criminalisation, d'auto-organisation et de soutien aux migrant-e-s.

Sans l'aide active des femmes des logements de Baobab, la conférence aurait été impensable.





Des militantes maliennes, qui  
soutiennent là-bas les  
migrant·e·s et leurs proches,  
ont aussi pris la parole.

Les résidentes de la Maison  
d'hébergement ont préparé à  
manger pour environ 300  
participant·e·s à la  
conférence.

## **TÉMOIGNAGES DE LA CONFÉRENCE DE RABAT EN OCTOBRE 2025**

« J'ai vu plein de choses à la conférence. Et j'ai aussi écouté toutes sortes de personnes qui ont quitté leur pays pour venir ici et raconter comment ça se passe chez elles. Il y a des gens de la Guinée, du Mali, de la Côte d'Ivoire et, oui, même du Maroc ! Échanger avec tout le monde m'a ouvert de nouveaux horizons. Et ça me fait vraiment plaisir ! On partage tou-te-s la même vision : celle que les choses changent. »

**Madeleine G., originaire de la Côte d'Ivoire, vit et travaille à Rabat.**

« Ils ne font pas de distinction du genre : « Voilà les Africains, et nous, on est meilleurs qu'eux ». Ils se considèrent tou-te-s comme faisant partie du grand continent africain. Et c'est justement ça qui est particulièrement intéressant, car même le choix de la chanson « We love Africa » remonte à une suggestion d'enfants marocains. Dans leurs dessins aussi, ils ont transmis des messages très, très forts – sur la liberté, la paix dans le monde, le vivre-ensemble. Car chez ARCOM, on travaille beaucoup sur les valeurs humaines avec les jeunes. La pièce sur l'injustice sociale a également été créée par les enfants eux-mêmes. »

**Jean Massembila Landu, JML, enseignant, à propos des représentations des enfants de l'école ARCOM lors de la conférence.**



« Beaucoup de mamans ont amené leurs bébés. Quand les bébés pleuraient et que les mamans les allaitaient, on faisait une pause. Et ensuite, on reprenait la répétition. Je comprends ça, parce que j'ai moi-même été migrante, comme elles. Ce n'est pas facile. Le plus important, c'est de voir que les femmes sont vraiment motivées. »

**Kanny Keita exprime les défis rencontrés lors des répétitions de théâtre avec les femmes de la Maison d'hébergement.**



« Je remercie les gens qui sont venus ici pour nous écouter. Parce que j'ai l'impression qu'on se sent plus « humains » maintenant qu'avant. Parce que quand quelqu'un te demande comment tu te sens, à quoi tu es confrontée, contre quoi tu te bats, ça fait du bien. Même si on ne trouve pas de solution tout de suite. »

**Mohammed Qasim a fui le Soudan et vit dans des conditions précaires au Maroc.**



« J'espère que ces conférences continueront jusqu'à ce qu'on arrive à atteindre les responsables. Parce que les gens qui travaillent dans les organisations ou à l'ONU ne connaissent pas

nos problèmes. Ils ne nous écoutent pas, ils se contentent de nous dire : « D'accord, si vous avez un problème, écrivez-le et mettez-le dans la boîte ». Mais la boîte est pleine. Il n'y a plus de place. Personne ne sort les bouts de papier pour les lire. Ils sont simplement laissés là. »

**Mahmoud H. (à droite), qui a fui le Darfour au Soudan, attend depuis deux ans une date d'entretien à l'HCR.**



« Il y avait quelques migrant-e-s qui voulaient attirer l'attention sur leurs problèmes. Mais les forces de l'ordre sont arrivées et les ont arrêtés. Elles ont interpellé les migrant-e-s et les ont emmenés. On n'a pas essayé de prendre leurs problèmes au sérieux ni de leur trouver une solution. Au lieu de ça, les forces de l'ordre ont emmené les migrant-e-s au bout de deux ou trois jours dans un endroit lointain et les y ont laissés. Mais ça ne résout pas le problème. »

**Toujours Mahmoud H. lors d'une discussion sur ce qu'il pense de l'organisation politique.**

# POLITIQUE MIGRATOIRE APRÈS LE « PRINTEMPS ARABE »

## Dégradation des droits humains et répression contre les migrant·e·s et les opposant·e·s tunisien·ne·s

Quand, en janvier 2011, le dictateur de longue date Ben Ali a été renversé en Tunisie et que le pays a donné le coup d'envoi de ce qu'on a appelé le « Printemps Arabe », une nouvelle constitution démocratique a été adoptée. En plus, l'égalité des droits pour les femmes a été inscrite dans la constitution (de manière encore plus poussée que dans celle de 1956/1959), des élections ont eu lieu et de nombreuses organisations de la société civile ont vu le jour. Elles pouvaient s'exprimer politiquement et librement, organiser des manifestations et même lancer des activités culturelles controversées.

En 2013 et 2015, le Forum Social Mondial s'est tenu à Tunis. À cette occasion, la politique migratoire du gouvernement tunisien a fait l'objet de vives critiques, notamment de la part des réfugiés du camp de Choucha, un immense camp situé en Tunisie à la frontière libyenne. Après le début de la guerre (civile) en Libye, des milliers de personnes s'y étaient réfugiées, d'une part des Libyens et Libyennes, mais aussi de nombreuses personnes originaires de différents pays d'Asie et d'Afrique qui avaient travaillé ou étudié en Libye. Au début, la société civile tunisienne a manifesté sa solidarité envers ces réfugiés, mais il existait

déjà à l'époque des réserves très répandues, notamment à l'égard des personnes Noires d'Afrique subsaharienne. En Tunisie, après 2011, le débat sur le racisme anti-Noir – qui a une longue histoire dans de nombreux pays arabes – n'a commencé qu'en petits cercles. Pourtant, surtout dans le sud de la Tunisie, de nombreuses personnes Noires de nationalité tunisienne vivent là depuis des siècles – un héritage de la traite d'esclaves transsaharienne. La discrimination dont elles sont victimes est aussi une conséquence de la domination des blancs pendant la colonisation européenne.

### **Tournant autoritaire et démantèlement de la démocratie en Tunisie**

Le renouveau démocratique en Tunisie a été progressivement démantelé ces dernières années. Depuis que le professeur de droit Kais Saïed a remporté l'élection présidentielle en 2019 grâce à une campagne populiste contre les querelles entre partis et contre la corruption, la séparation des pouvoirs a été progressivement supprimée, une nouvelle Constitution a été adoptée (qui confère au président un pouvoir quasi illimité) et la liberté de la presse a été largement restreinte par des décrets contre les « fausses informations et les rumeurs ». Les arrestations de journalistes, blogueurs et blogueuses, avocat-e-s et autres personnes critiques envers le gouvernement pour « complot » présumé et « appartenance à une organisation terroriste » se sont multipliées. En l'absence de véritables adversaires (qui étaient en prison ou avaient quitté la Tunisie) et avec un taux de participation de seulement 28,8 %, Kais Saïed a de nouveau remporté l'élection présidentielle en 2024.

En février 2023, le président Kais Saïed a lancé une campagne de dénigrement contre toutes les personnes Noires en Tunisie dans un discours où il a accusé les personnes venues d'Afrique subsaharienne ces dernières années d'être responsables « du grand remplacement » planifié (selon la théorie complotiste d'extrême droite) et de mener une « attaque contre l'identité arabe de l'Afrique du Nord ». Les Tunisiens et Tunisiennes qui leur louaient un logement ou leur trouvaient du travail risquaient désormais des sanctions. Du coup, ce sont surtout des personnes Noires

qui se sont retrouvées à la rue – à côté des migrant-e-a qui gagnaient un peu d'argent comme journaliers ou en travaillant chez des Tunisien-ne-s riches, il y avait aussi des étudiant-e-s africain-e-s et, parfois, des Tunisien-ne-s Noir-e-s. Ils et elles sont depuis menacé-e-s par des rafles et des contrôles incessants. Dans les grandes villes tunisiennes, on ne voit presque plus de personnes Noires. Il leur est interdit de prendre les transports en commun.

### **La Tunisie, pays d'immigration, d'émigration et de transit face aux côtes européennes**

La migration est un sujet majeur en Tunisie depuis des décennies, mais elle a été rendue de plus en plus difficile pour les Tunisien-ne-s par l'UE. Depuis 1990, un accord entre les pays de l'espace Schengen a supprimé l'entrée sans visa pour de nombreux pays tiers, et obtenir un visa est pratiquement impossible, surtout pour les jeunes Tunisien-ne-s au chômage. En 2011, alors que la police et les garde-côtes avaient en partie cessé de fonctionner à la suite du soulèvement, des milliers de Tunisien-ne-s, surtout des jeunes, ont pris la mer et ont rejoint l'Italie. Ça a conduit, dans les années qui ont suivi, à une pression accrue de l'UE sur le nouveau gouvernement tunisien pour qu'il empêche ces départs, ainsi que les traversées de plus en plus nombreuses de personnes d'autres nationalités depuis la Tunisie. En conséquence, les aides financières ont été assorties de conditions en matière de politique migratoire. Le 15 juillet 2023, Ursula von der Leyen, Giorgia Meloni et Mark Rutte ont signé à Tunis, au nom de l'UE, un accord marquant le début du partenariat stratégique avec le président tunisien Kais Saïed. La Garde nationale tunisienne a reçu des drones et des véhicules de l'UE, Berlin a offert une académie de formation à la garde côtière, et l'Italie a fourni de nouveaux bateaux de patrouille. L'UE n'a pas critiqué publiquement le recul des droits démocratiques en Tunisie.

La Tunisie n'a pas encore de loi sur l'asile. Les demandes d'asile ne peuvent être déposées qu'auprès du HCR et uniquement pour les réfugié-e-s provenant de certains pays, et l'enregistrement n'aide pas les

gens lors de contrôles ou d'arrestations. En septembre 2025, 7812 personnes étaient enregistrées comme demandeurs d'asile. On ne sait pas vraiment si des demandes étaient encore possibles, ni combien exactement, car la répression et les coupes budgétaires touchent aussi le HCR. En novembre 2025, seuls 327 réfugiés vivaient dans les cinq centres d'hébergement gérés par le HCR en Tunisie.<sup>4</sup>

### **Chasse aux êtres humains raciste contre les réfugié-e-s et les migrant-e-s**

Des réfugié-e-s originaires de différents pays d'Afrique subsaharienne tentent de survivre sur la côte nord de Sfax, dans des camps auto-organisés, sous des tentes faites de bâches en plastique. Ils ont tenté à plusieurs reprises de manifester ensemble contre les rafles brutales et les arrestations. Ils ont aussi réclamé l'accès aux soins de santé (qui ne sont autrement assurés que par un médecin réfugié originaire de Sierra Leone présent dans les camps), à l'eau et à la nourriture, ainsi que le droit de rester en Tunisie et d'y travailler.

Les camps sont désormais surveillés par des drones fournis par l'UE. Il y a des rafles presque tous les jours : les tentes sont détruites, des personnes sont arrêtées et, dans de nombreux cas, expulsées dans le désert à la frontière algérienne ou vendues à des milices libyennes qui les emprisonnent et les torturent pour leur soutirer de l'argent.<sup>1</sup> Les expulsions ont aussi lieu dans l'espace public : des migrant-e-s sont arrêté-e-s alors qu'ils se rendent au travail, ligoté-e-s, mis-e-s dans des bus sans eau ni nourriture, puis abandonnés-e-s dans des zones désertiques. Des migrant-e-s racontent avoir été frappé-e-s, maltraité-e-s, voire blessé-e-s par balle. Même les femmes enceintes et les enfants ne sont pas épargné-e-s. On a régulièrement eu vent de ce genre d'expulsions dans les régions frontalières, souvent après des « interceptions » de bateaux par les garde-côtes tunisiens (interpellation et renvoi en Tunisie). Ce n'est que dans de rares cas qu'on a réussi, grâce à des contacts avec des avocats et des journalistes, à empêcher que ces personnes ne meurent de soif ou de faim.

---

<sup>4</sup> <https://www.unhcr.org/media/unhcr-tunisia-operational-update-november-2025>

En effet, la plupart du temps, on leur a confisqué leurs téléphones portables et leur argent, les empêchant ainsi de contacter qui que ce soit. Selon un rapport d'Amnesty International de novembre 2025 (lien : voir ci-dessous), au moins 70 expulsions collectives (concernant plus de 11 500 personnes) ont été menées depuis juin 2023 dans des régions désertiques situées aux frontières. Beaucoup de ces personnes expulsées se sont retrouvées à Assamaka, une ville frontalière nigérienne, après avoir subi des expulsions en chaîne depuis la Tunisie, en passant par l'Algérie, jusqu'au Niger.

Fin 2025, le gouvernement tunisien a aussi procédé à davantage d'expulsions vers les pays d'origine, la plupart du temps en coopération avec l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations) – qualifiées de « retour volontaire ». Des réfugiés ont raconté que l'OIM se rendait souvent dans les camps installés dans les oliveraies, en collaboration avec la police et l'armée, et qu'elle mettait les gens face à un choix : soit se faire arrêter et déporter dans le désert, soit accepter un « retour volontaire ». En décembre 2025, il y avait des vols d'expulsion hebdomadaires, si bien qu'au cours de l'année 2025, près de 10 000 personnes ont été renvoyées, principalement vers des pays d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Guinée-Conakry, Burkina Faso, Mali, Cameroun, entre autres).

## **Empêcher les départs en bateau et les morts en mer**

Les garde-côtes tunisiens parviennent désormais à empêcher pratiquement tous les départs de bateaux transportant des réfugié-e-s – l'UE leur a fourni en abondance des drones et des vedettes rapides à cet effet. Malgré tout, des gens continuent de tenter la traversée vers l'Italie à cause de la situation insupportable en Tunisie. Jusqu'à présent, on utilisait surtout des bateaux métalliques soudés à la va-vite, qui sont généralement totalement inaptes à la navigation. Récemment, il y a apparemment eu des descentes de police dans ces ateliers et, depuis peu, les gens partent aussi dans des canots pneumatiques, plus faciles à cacher, mais qui ne sont pas non plus adaptés à un voyage vers Lampedusa. Rien que pour cette raison, mais aussi à cause des interventions violentes des garde-côtes tunisiens, beaucoup de ces embarcations font naufrage et il y a souvent des morts. Seuls quelques bateaux peuvent être repérés par des navires de sauvetage civils et ramenés à Lampedusa, mais comme les embarcations en provenance de Tunisie ne sont pas autorisées à avoir de téléphones satellites, les recherches sont difficiles.

## **La solidarité transnationale est indispensable**

Watch the Med Alarm Phone et de nombreuses organisations de sauvetage en mer et de défense des droits humains protestent depuis des années contre cette politique migratoire meurtrière et la criminalisation croissante non seulement des personnes réfugié-e-s, mais aussi de celles et ceux qui les soutiennent. En Tunisie aussi, il y a de la résistance, mais elle est confrontée à une répression sévère. Les organisations qui soutiennent les migrant-e-s et les réfugié-e-s sont désormais toutes confrontées à des arrestations, à des perquisitions de leurs locaux et à l'interdiction de tout contact avec les lieux où se trouvent les réfugié-e-s. Les transferts d'argent depuis l'étranger sont également criminalisés. Sous prétexte de « contrôler leur financement », les autorités tunisiennes ont même suspendu fin octobre 2025 le prestigieux « Forum Tunisien des Droits Économiques et Sociaux » (FTDES), jusqu'alors toléré par l'état, et ce n'est qu'après des protestations internationales qu'il a pu reprendre ses

activités un mois plus tard. Cet exemple montre que la solidarité transnationale et la mise en réseau sont nécessaires et peuvent au moins permettre de petits succès. Ça a aussi été mis en évidence lors de la conférence de Rabat en 2025. L'appartement-refuge à Tunis, financé par des dons à Afrique-Europe-Interact pour soutenir les migrantes subsahariennes et leurs familles, est lui aussi le fruit de la solidarité transnationale. ✕

### Plus d'infos :

➡ **Amnesty International:** <https://tinyurl.com/amnestytexttunesien>

➡ **Documentaire en arte:** <https://tinyurl.com/artedokutunesien>

➡ **Text du quotidien taz:** [taz.de/!6150234](https://taz.de/!6150234)

➡ **»Echoes« mai 2025:** <https://tinyurl.com/echoestunesien1>

➡ **»Echoes« mars 2024** <https://tinyurl.com/echoestunesien2>

# L'EXTERNALISATION JUSQU'AU DÉSERT

## **La situation particulière des femmes qui fuient à travers le Sahara**

**L**e centre d'accueil Baobab à Rabat, la capitale marocaine, et l'Alarme Phone Sahara (APS) dans le nord du Niger sont deux exemples typiques de structures solidaires : tous les deux se trouvent à des endroits différents sur les multiples routes migratoires entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb, et tous les deux constituent une réponse à l'externalisation du régime frontalier de l'UE jusqu'au cœur du continent africain. Alors que la Maison d'hébergement vient en aide aux migrantes en situation de détresse et à leurs enfants, l'Alarme Phone Sahara intervient non seulement à Agadez, la « porte du désert », mais aussi dans d'autres endroits du Sahara – notamment à Assamaka, à 15 kilomètres de la frontière algéro-nigérienne, où des dizaines de milliers de migrant-e-s sont expulsé-e-s de l'Algérie chaque année. Pour nous, dans Afrique-Europe-Interact, ces deux projets sont liés par la même vision : celle selon laquelle les êtres humains ont le droit de circuler librement à la recherche de meilleures conditions de vie, et qu'il est donc indispensable d'aider les migrant-e-s de manière solidaire à faire valoir ce droit.

### **À propos de la création et du fonctionnement d'Alarme Phone Sahara**

Alarme Phone Sahara (APS) accompagne les migrant-e-s qui traversent le Sahara ou qui sont expulsé-e-s du Maghreb. L'APS a été fondé en 2017 par des militant-e-s du Niger, du Mali, du Togo, du Burkina Faso, du Maroc, d'Allemagne et d'Autriche. L'idée de départ était de mettre en place une structure de

secours pour les personnes migrantes qui se retrouvent en détresse dans le désert – notamment grâce à une ligne d’assistance téléphonique sur le modèle du Watch the Med Alarm Phone, qui accompagne depuis 2014 les personnes en détresse en mer. En plus, l’Alarme Phone Sahara informe les migrant-e-s sur les conditions et les dangers sur les routes sahélo-sahariennes, pour réduire les risques pendant la traversée du désert. Enfin, l’APS documente les violations des droits humains liées à la migration et informe l’opinion publique locale, régionale et internationale – par exemple sur les expulsions massives de l’Algérie vers le Niger. Comme l’indique la devise de l’Alarme Phone Sahara, toujours d’actualité : sensibiliser, documenter, secourir.

### **L’externalisation du régime frontalier meurtrier de l’UE jusque dans le Sahara**

Chaque année, des centaines, voire des milliers de personnes perdent leur vie sur les routes de l’exil et de la migration à travers le Sahara. La traversée du désert est devenue particulièrement risquée en 2015, lorsqu’au Niger une loi anti-immigration imposée par l’UE a criminalisé toutes sortes de services destinés aux migrant-e-s. Notamment le transport à travers le désert était au Niger depuis des décennies un service tout à fait normal, parfois même organisé par l’état. Du coup, par crainte des contrôles et des arrestations, les chauffeurs ont commencé à emprunter des itinéraires de plus en plus isolés, et donc de plus en plus dangereux. La loi a été abrogée après le coup d’état militaire de 2023, notamment grâce à la pression de la société civile exercée par Alarme Phone Sahara et d’autres acteurs. Cette abrogation s’expliquait aussi par le fait que cette loi était considérée comme une ingérence postcoloniale illégitime de l’Europe ; beaucoup de gens au Niger ont donc salué cette abrogation comme un grand succès. Cependant, avec le durcissement continu de la politique migratoire de l’UE, la situation des voyageurs en provenance d’Afrique subsaharienne s’est une fois de plus aggravée. L’aide aux personnes expulsées de la Tunisie, de l’Algérie et de la Libye – dont la plupart viennent de pays d’Afrique de l’Ouest – constitue donc désormais un pilier important de notre action. En outre, l’accompagnement des femmes et des enfants fait partie des missions principales d’Alarme Phone Sahara. Les (jeunes) femmes,

en particulier, racontent avoir subi des violences sexistes – tant sur les routes migratoires que lors des expulsions forcées.

### **Violences sur les routes vers l'Afrique du Nord : les témoignages des femmes**

Sur les routes vers le nord, les femmes sont exposées à des violences sexuelles. Nanah Sesay, originaire de Sierra Leone, raconte : « Au Mali, on a pris la route pour Tombouctou. Là-bas, ils nous ont embarqué dans des gros camions et nous ont emmenés à travers le désert, où ils nous ont abandonnés. Les chauffeurs – qui étaient en réalité des mafieux – ont séparé les hommes des femmes. Ils nous ont déshabillées et ont fouillé nos corps à la recherche d'argent, de portables ou d'autres objets de valeur. » Jenneh Kargbo, elle aussi originaire de Sierra Leone, a raconté la violence subie et la mort de son mari : « Pendant notre voyage, on a été attaqués par des bandits qui ont essayé de nous violer. Mon mari s'est interposé pour me protéger et a réagi pour qu'ils ne puissent pas m'emmener. C'est là qu'il a été abattu ». Aminata Samuel, qui était autrefois active au sein de l'Alarme Phone Sahara, a elle-même été exploitée en Libye comme prostituée de force : « Quand on est arrivées en Libye, ma sœur et moi, on a été emmenées dans un endroit qu'on appelle une « maison de liaison ». Là-bas, les femmes sont retenues prisonnières et obligées de vendre leur corps ».

En réponse à ça, Alarme Phone Sahara a créé en 2023 un espace de protection spécialement destiné aux femmes. En plus de la distribution de repas qui a déjà lieu chaque semaine (« cuisine pour tou-te-s »), il y a désormais aussi un rendez-vous supplémentaire toutes les deux semaines réservées aux femmes – avec la possibilité de laver leurs vêtements, de prendre contact avec des membres de la famille et de bénéficier d'un accompagnement psychologique et médical. On y invite en alternance des migrantes internationales et des personnes déplacées à l'intérieur du Niger. Ce rendez-vous vise aussi à lutter contre le sentiment de solitude qui peut surgir, surtout après la perte de proches et d'amis, et parfois aussi à cause de la criminalisation des migrantes. Mais malheureusement, beaucoup de femmes se retrouvent régulièrement dans l'impossibilité de venir à ce rendez-vous – tout simplement parce qu'elles doivent, pendant ce temps-là, exercer leur travail indispensable à leur survie,

qui est le plus souvent informel. Malheureusement, l'Alarme Phone Sahara ne peut pas briser ce cercle vicieux, qui est le résultat du régime frontalier brutal.

### **Assamaka, point d'arrivée à la frontière algéro-nigérienne, et les expulsions (en chaîne) vers le désert**

Le fait que l'Union Européenne conclue des accords, notamment avec des pays d'Afrique du Nord, pour empêcher la migration vers l'Europe, c'est un schéma bien connu. Ce qui est surtout grave, c'est que cela a depuis longtemps un impact négatif sur la mobilité en général : La criminalisation de la migration fait que les prestataires de services de voyage traditionnels sont évincés par des réseaux mafieux ; en plus, les expulsions massives entraînent des violations flagrantes des droits humains. Et cette situation s'empire de plus en plus à cause du durcissement continu de la politique migratoire de l'UE. Du coup, de nombreux-ses migrant-e-s sont victimes d'expulsions en chaîne. Par exemple, depuis la ville tunisienne de Sfax, en passant par Gafsa jusqu'à Tebessa (Algérie), puis de l'Algérie à Assamaka au nord du Niger, ou encore de Zarzis, au sud de la Tunisie, à Al-Qatrun (Libye) et jusqu'à Siguidine (Niger). L'équipe d'Alarme Phone Sahara constate, notamment à Assamaka, une augmentation année après année du nombre des expulsions. Les personnes sont expulsées dans des camions surchargés et vétustes, au milieu du désert, à 15 kilomètres d'Assamaka – la première localité après la frontière. Rien qu'en 2025, on a dénombré plus de 34 000 personnes – en 2024, 31 404 ont été enregistrées, contre 26 031 l'année d'avant.<sup>5</sup> Beaucoup arrivent malades, blessées ou traumatisées psychologiquement. Plusieurs cas ont été recensés où des personnes sont décédées en chemin à cause de l'épuisement, de la chaleur ou de blessures – souvent sous les yeux de leurs compagnons de voyage.<sup>6</sup> C'est ce qu'a raconté Rose, originaire de Côte d'Ivoire : « Ils m'ont emmenée [en Algérie] dans une maison. Ils étaient trois. Ils nous ont déshabillés, l'un d'eux portait des gants et a enfoncé sa main dans mon vagin, puis dans mes fesses [pour chercher des objets de valeur]. Pour moi, c'était au moins aussi horrible qu'un viol. » Après de telles expériences traumatisantes, de nombreux-ses migrant-e-s à Assamaka

---

<sup>5</sup> <https://tinyurl.com/aspassakama>

<sup>6</sup> <https://tinyurl.com/asptestimonies>

luttent pour leur survie – souvent dans des conditions extrêmement précaires, si bien qu’ils n’ont souvent d’autre choix que de retourner dans leur pays d’origine. Un migrant guinéen a décrit la situation en 2023 ainsi : « S’il te plaît, fais quelque chose pour nous ! Si vous n’ouvrez pas les yeux et ne voyez pas ce qui se passe dans le désert, on va tous mourir ici ».

### **Retour dans le désert nigérien de Kaouar après avoir subi chantage et torture en Libye**

En Libye aussi, on déplore des violations extrêmes des droits humains. Un système perfide de rançon et de torture s’est mis en place ; selon les estimations, entre 10 000 et 20 000 personnes se trouveraient dans des camps de torture ou de détention.<sup>1</sup> Là aussi, les femmes subissent des violences sexuelles – en échange de nourriture, d’eau potable ou de leur libération. On aimerait citer à nouveau Amina Samuel, ancienne membre d’Alarme Phone Sahara : « Les femmes – parmi lesquelles se trouvent aussi des filles de 15 ans – sont exposées à cette situation de violence jusqu’à ce qu’on leur dise qu’elles ont gagné l’argent nécessaire à leur fuite vers l’Europe grâce à des services sexuels. Elles racontent des brimades et des violences, des coups et le refus de leur donner à manger. Les femmes sont traitées comme des marchandises, vendues et exploitées ». Le cas d’une jeune Nigériane nommée Blessing, qui a été piégée pendant dix ans en Libye dans ce système infernal, était particulièrement dramatique. Après une longue attente, elle a eu l’occasion de fuir vers le Niger – dans l’espoir de pouvoir rentrer au Nigeria depuis là-bas. Mais elle a dû faire escale à Agadez pour économiser l’argent de son voyage de retour en faisant du travail de sexe. Ses revenus étaient pourtant si maigres qu’elle n’avait toujours pas atteint son objectif, même cinq ans plus tard. Finalement, Blessing est morte de blessures internes après avoir été violée et maltraitée dans la maison où elle vivait avec plusieurs autres migrantes. Elle n’a pas pu recevoir de soins d’urgence faute d’argent. Et oui, le cas de Blessing est emblématique d’un nombre toujours croissant de jeunes femmes qui sont dans le travail de sexe à Agadez – toutes poussées par une détresse existentielle.

## **Solidarité transnationale contre la violence frontalière, la montée de la droite et les structures patriarcales**

Au-delà des cas concrets, le travail d'Alarme Phone Sahara montre aussi que la violence aux frontières et les politiques migratoires répressives sont l'expression d'une montée de la droite mondiale qui est loin de se limiter à l'Europe. Dans le contexte africain, ces politiques se manifestent massivement sous des auspices postcoloniaux, notamment en ce qui concerne la liberté de circulation au sein du continent africain. Ça se voit surtout à travers la violence extrême à laquelle les femmes et les filles subsahariennes sont exposées sur les routes entre le Sahel, le Sahara et l'Afrique du Nord. En même temps, des pratiques solidaires se développent : les femmes se soutiennent mutuellement, partagent leurs ressources et s'accompagnent dans les moments difficiles. L'Alarme Phone Sahara cherche justement à renforcer ces liens – par exemple à travers la cuisine collective d'Agadez. Car c'est ainsi qu'on oppose notre solidarité transnationale à ces conditions brutales – aussi dans l'esprit d'une résistance transnationale menée par des militant-e-s africain-e-s et européen-ne-s – que ce soit à Agadez ou à Rabat. On considère cette approche comme faisant partie d'une organisation nécessaire, qui transcende les frontières et les continents, pour se rapprocher un peu plus de notre vision : surmonter les structures de pouvoir mondiales, étroitement liées aux rapports patriarcaux, capitalistes et coloniaux – et pour une vie digne pour toutes et tous ! ✖

**Une structure solidaire sur les routes ;** L'Alarme Phone Sahara accompagne les migrant-e-s qui traversent le Sahara ou qui sont expulsé-e-s du Maghreb. L'association a été fondée en 2017 par des militant-e-s du Niger, du Mali, du Togo, du Burkina Faso, du Maroc, d'Allemagne et d'Autriche. Au départ, l'objectif était de mettre en place une infrastructure de secours pour les personnes se retrouvant dans des situations mettant leur vie en danger dans le désert. Depuis 2023, l'Alarme Phone Sahara gère un espace d'accueil dédié aux femmes et propose des soins médicaux et un accompagnement psychologique. ✖

# LES DISPARU·E·S RESTENT UNE PARTIE DE NOTRE VIE

**Les familles se battent contre l'oubli et pour la vérité et la justice.**

Des familles des migrant·e·s disparu·e·s du Senegal, Maroc, Tunisie, Mali et Cameroun ont participé à la conférence. Depuis 2019, beaucoup d'entre elles sont organisées au sein du réseau CommémorAction. L'objectif est de se souvenir, ensemble avec les familles, de celles et ceux qui sont mort·e·s ou ont disparu dans leur quête de liberté de circulation et en même temps revendiquer de la justice. Les CommémorActions sont ainsi des actions de commémoration. Ceci est fait le 6 février de chaque année dans des différents pays et villes en Afrique, Europe et en Asie de l'Ouest. Pourquoi le 6 février?

## **Plus d'informations :**

- ➔ <https://commemoraction.net>
- ➔ <https://missingattheborders.org/fr/testimonials>
- ➔ <https://civilmrcc.eu/map/commemorations-2025>
- ➔ <https://tinyurl.com/echoesfeb6>

Le 6 février 2014, plus de 200 personnes, parties des côtes marocaines, ont tenté d'accéder à la nage à la plage de Tarajal, dans l'enclave coloniale espagnole de Ceuta. Pour les empêcher d'arriver en « terre espagnole », la Guardia Civil a utilisé 145 balles en caoutchouc et d'autre matériel anti-émeute, tandis que les militaires marocains présents ont laissé les personnes se noyer devant eux. Quinze corps ont été retrouvés côté espagnol, des dizaines d'autres sont considéré-e-s disparu-e-s, les survivant-e-s ont été refoulé-e-s, certain-e-s ont trouvé la mort côté marocain. Feric Charden Datchoua, présent à la conférence Baobab, a perdu son frère dans le massacre de Tarajal. Avec d'autres membres des familles, il a créé une association à Douala, au Cameroun, où beaucoup d'autres victimes de ce massacre étaient nées. Les familles se sentent souvent responsables du fait que leurs enfants ou des membres de leur famille soient morts ou aient disparu sur la route migratoire.

*»Compte tenu de sa situation géographique, le Cameroun, pays frontalier entre l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, constitue une plaque tournante pour les migrant-e-s de la région. Le Cameroun est également un pays de départ pour ses jeunes, dont la plupart migrent en raison de la précarité. En conséquence, bien que les chiffres soient encore mal connus et parfois sous-estimés, le Cameroun voit passer chaque année sur son territoire des milliers de migrant-e-s, en transit ou quittant le Cameroun vers l'Europe comme destination.*

*Pendant longtemps, les autorités camerounaises en particulier, et les autorités africaines en général, ont fermé les yeux sur les tragédies impliquant des migrant-e-s, car elles se déroulent loin des frontières nationales, en mer méditerranée ou au milieu du désert. L'événement clé qui a mis en lumière la situation au Cameroun par son niveau de couverture médiatique et qui a ému l'opinion nationale et internationale est la tragédie du 6 février 2014 de Tarajal.*

*Cette tragédie a été d'autant plus choquante que des survivant-e-s ont témoigné que la Guardia Civil espagnole avait utilisé des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes contre les migrant-e-s qui nageaient. Cette tragédie*

*a plongé plusieurs familles camerounaises dans le deuil, qui ont ensuite formé une association juridique pour demander justice, vérité et réparation pour la mort de leurs enfants. Depuis lors, les frontières continuent de plonger des familles dans le deuil et restent l'un des fléaux qui déciment le plus la jeunesse africaine. Les familles des victimes sont unies dans leur quête quotidienne de vérité, de justice et de réparation, et elles continuent et continueront de manifester sans relâche pour obtenir des réponses à leurs demandes. » ✕*

***Feric Charden Datchoua, Interview du journal Echoes #18 Août 2025 – Transnationalisons nos luttes !***



Le souvenir et le deuil des nombreux-ses proches tué-e-s pendant la guerre au Soudan faisaient partie du programme culturel de la conférence.



Un mur de photos rendant hommage aux personnes décédées ou portées disparues lors de leur traversée de la Méditerranée.



Des membres d'associations nord-africaines regroupant les familles des disparu·e·s ont exprimé leur chagrin et ont parlé de leurs actions.



Au Sénégal aussi, plein de gens vivent cette expérience de la perte et se regroupent au sein d'initiatives pour formuler des revendications et leur donner plus de poids.

**LIBERTÉ  
DE CIRCU-  
LATION**

# LA SOLIDARITÉ COMME CONTRE-POUVOIR

**Comment les réseaux transnationaux s'opposent à la fermeture de frontières et à l'exclusion.**

» *Malgré toutes les frontières, les obstacles liés aux visas et les itinéraires bloqués, on a trouvé des moyens de se mettre en réseau, de s'organiser et même de faire la fête. Être ici, ça veut dire : on ne se laissera pas séparer. On construit ensemble nos luttes pour la liberté de circulation – pas à pas. »*

C'est en ces termes qu'Aissata Soumaoro, une militante malienne, décrit ses impressions de la conférence transnationale de Rabat – où de nombreuses personnes venues de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique du Nord, d'Europe et d'ailleurs se sont réunies pour échanger, apprendre les unes des autres, développer des stratégies communes et forger des plans pour de futures actions. Entre les discussions politiques, les ateliers et les longues conversations sur la situation actuelle en matière de politique migratoire au Maghreb, il y avait aussi de la place pour des échanges très personnels et pour faire la fête – tout ça crée un espace où, à partir d'un réseau transnational, naissent des alliances solidaires et durables.

Ce qui s'est manifesté à Rabat n'allait pas de soi : c'était le résultat d'une pratique de résistance, car la mobilité est depuis longtemps

devenue un privilège. La politique européenne des frontières empêche les rencontres, les échanges et l'action politique, et son impact s'étend bien au-delà de l'UE. Elle influence aussi les mouvements intra-africains, complique les rencontres régionales et isole les militant-e-s les un-e-s des autres.

Cette inégalité était déjà perceptible pendant la préparation de la conférence. De nombreux-ses participant-e-s n'ont pas pu venir parce que leurs visas ont été refusés ou que leurs demandes n'ont tout simplement pas été traitées. Il en allait de même pour l'autorisation spéciale d'entrée au Maroc depuis certains pays d'Afrique de l'Ouest comme le Mali et la Guinée, où il n'y avait auparavant pas d'obligation de visa. À cela s'ajoute le fait que même pour des pays normalement exemptés de visa, comme la Tunisie, des conditions d'entrée temporairement plus strictes s'appliquaient en raison de la Coupe d'Afrique des Nations, le championnat d'Afrique de football. Les conditions économiques de voyage en Afrique de l'Ouest ont également eu des effets négatifs : les vols entre deux capitales africaines sont souvent bien plus chers qu'un voyage de l'Europe vers le Maroc. Beaucoup de participant-e-s ont aussi raconté à Rabat que ce ne sont pas seulement les ambassades européennes, mais de plus en plus les pays africains eux-mêmes qui compliquent la mobilité par le biais de contrôles aux frontières. C'est là que l'on ressent les conséquences extrêmes du régime frontalier européen, qui s'étend jusqu'au cœur de l'Afrique et entraîne ainsi une entrave néo-coloniale à la mobilité intra-africaine. Dans ce contexte, la conférence elle-même est devenue une prise de position politique – un espace de résistance contre les tentatives visant à empêcher le rassemblement de militant-e-s pour les droits des migrant-e-s venu-e-s de divers pays africains et européens.

C'était peut-être justement ça, l'élément le plus important de la conférence : pas seulement partager des analyses politiques, mais aussi tisser des liens. À Rabat, la solidarité ne se résumait pas à formuler des revendications communes ou à planifier des actions. La solidarité, c'était aussi manger ensemble, s'écouter les un-e-s les autres, partager le

logement après de longs voyages, partager ses soucis, rire ensemble et laisser naître des amitiés. Dans un contexte où le régime frontalier vise à isoler les gens les un-e-s des autres et à briser les mouvements, le simple fait d'être là les un-e-s pour les autres devient en soi une pratique politique. Car les luttes transnationales ne naissent pas de manière abstraite, mais grâce à la confiance, à la patience des un-e-s envers les autres et à la prise de conscience que la violence aux frontières ne touche pas seulement des individus, mais déchire des relations entières. C'est justement pour ça que Rabat a aussi été un espace où on a pu constater que les alliances politiques peuvent être plus que de simples coopérations stratégiques : un apprentissage commun, un soutien mutuel et la tentative de se retrouver d'égal à égal malgré des expériences très différentes.

 *La mobilité est depuis  
longtemps devenue  
un privilège »*

La conférence de Rabat a surtout réuni des personnes qui ont connus la violence sur les routes migratoires par expérience personnelle : camps, expulsions, refoulements, chantage, violences sexuelles, morts dans le désert ou en mer. Ces expériences des participant-e-s à la conférence n'étaient pas isolées les unes des autres, mais ont formé un savoir politique qui sert de base à des analyses et des perspectives collectives. On a discuté de l'évolution de la situation à la frontière algérienne, de la façon dont la fermeture des voies de transit au Niger crée de nouveaux itinéraires plus dangereux, ou encore de l'impact des accords de contrôle de frontière de l'UE sur les communautés locales et les mouvements politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest. Des militant-e-s du Mali, de la Tunisie, du Sénégal, de l'Algérie et du Maroc ont fait état de nouvelles méthodes de répression, de refoulements et d'expulsions massives, de militarisation et de la criminalisation croissante des groupes solidaires et des intervenant-e-s humanitaires.

En même temps, à Rabat, il ne s'agissait pas de rester passifs, mais de se soutenir mutuellement et d'échanger sur nos actions de solidarité respectives. Des membres d'AEI de la Tunisie ont raconté comment ils viennent en aide aux migrant-e-s, tandis que le réseau Alarme Phone Sahara a expliqué comment il mène des opérations de sauvetage dans le désert pour sauver des vies. Des militant-e-s ont aussi parlé de stratégies pour dénoncer publiquement, en collaboration avec des journalistes, les expulsions de migrant-e-s du Maghreb vers le Sahara et pour faire pression sur les responsables politiques. Des représentantes du réseau de femmes Musow Lafia ont échangé sur la façon dont elles développent de nouvelles stratégies de commercialisation pour leurs produits faits maison, afin de renforcer leur indépendance économique.

Malgré les nombreuses évolutions négatives liées au régime migratoire du Nord, l'ambiance était donc marquée par le courage, la détermination et l'inspiration mutuelle. Des personnes qui luttent dans des conditions extrêmement différentes ont trouvé des stratégies communes. Elles ont développé de nouvelles façons de mettre en lumière la violence le long des trajets de la fuite et de la migration, d'échanger leurs expériences au-delà des frontières nationales, d'élaborer des réponses communes aux conséquences de la politique européenne de fermeture des frontières et de coordonner des actions transnationales.

Ainsi, des participant-e-s venu-e-s du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, de la Mauritanie et du Niger ont fait état d'expulsions vers des régions désertiques, de la destruction de camps informels et de détentions arbi-

traires. Des réfugié-e-s soudanais-es ont attiré l'attention, lors d'un face-à-face direct avec le HCR, sur l'absence de mécanismes de protection et sur des délais d'attente de plusieurs années. Les proches de personnes disparues du Sénégal, du Maroc et de la Tunisie se sont mis en réseau, ont réclamé un monument commémoratif et ont renforcé la journée transnationale de commémoration et d'action « CommemorAction ». Des organisations comme ARCOM, Afrique-Europe-Interact, Watch the Med Alarm Phone et Alarme Phone Sahara ont aussi discuté lors de la conférence de la manière de mieux relier leurs structures de soutien entre elles. Ces échanges ont montré que notre mouvement grandit. Malgré toutes les résistances, on a assisté à un rassemblement immense, puissant et diversifié.

Et quand les rencontres physiques sont empêchées, il y a des solutions décentralisées : des espaces numériques se créent ; quand les frontières sont fermées, de nouvelles voies s'ouvrent ; quand les États essaient de contrôler les mouvements, une solidarité naît, et rien ne peut l'arrêter.

C'est l'un des piliers fondamentaux d'Afrique-Europe-Interact de défendre cette expression de la liberté de circulation : le droit de se rencontrer, de tisser des liens dans des moments de partage en présentiel et, avec une base ainsi consolidée, de se dresser ensemble contre le système frontalier Nord-Sud en place et les continuités coloniales qui persistent. C'est ainsi que le réseau Afrique-Europe-Interact est en train de forger et de développer sans cesse une solidarité. ✕



Le pasteur Jean Masembila Landu animait le programme de la conférence. On pleure son décès soudain.

# HOMMAGE AU PASTEUR JML

Le pasteur Jean Masembila Landu est arrivé au Maroc en 2004 en provenance de la République démocratique du Congo. Dès son arrivée, le Pasteur JML, comme on l'appelait affectueusement, s'est engagé sans relâche pour venir en aide aux migrant-e-s au Maroc. Il apportait la parole de Dieu dans les ghettos des migrants. Avec un engagement personnel sans faille, il rendait visite aux migrant-e-s dans les quartiers populaires de Rabat, où vivaient surtout des personnes venues d'Afrique subsaharienne, et y jouait le rôle de médiateur et d'accompagnateur spirituel. C'est ainsi qu'est née Peniel, la toute première église chrétienne de maison regroupant des migrant-e-s fondée au Maroc en 2005. Depuis lors, cette communauté a été un refuge pour les migrant-e-s, qui y trouvaient une protection inconditionnelle. En 2022, il a rejoint l'association ARCOM, où il a dirigé le projet « Espace Femmes » et animé des formations sur l'entrepreneuriat solidaire. Sa grande empathie et son humanité lui ont valu une grande estime parmi les migrants. Le pasteur JML, qui avait participé à la conférence de Rabat en octobre 2025, est décédé le 29 mars 2026. Son décès laisse un profond chagrin et un grand vide au sein de notre association, ainsi que dans les églises des migrant-e-s et dans toute la communauté des migrant-e-s au Maroc. ✕

# REMERCIEMENTS

La conférence « La parole aux migrant-e-s : Nous émignons pour vivre, pas pour mourir », qui s'est tenue en octobre 2025 à Rabat, a été le point de départ de cette brochure et a été soutenue par : Pain pour le Monde, Medico International, Café Libertad, le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), GLS Treuhand e.V., la Guerilla Foundation, Hufak Vienne, Misereor, le Conseil des Étudiant-e-s (ÖH) de l'Université de Vienne, la RD Foundation Vienna, la fondation « Umverteilen », Watch the Med Alarm Phone ainsi que divers soutiens, dont certains de longue date, de la Maison d'hébergement BAOBAB. ARCOM et Afrique-Europe-Interact tiennent à les remercier chaleureusement pour ce soutien. L'ARCOM profite de cette occasion pour remercier toutes les personnes, associations et organisations qui ont contribué à la création de la Maison de femmes – que ce soit par leur engagement sur le terrain, par leur travail de sensibilisation au Maroc et en Europe, ou par leurs dons. Grâce à ça, d'innombrables vies ont pu être sauvées et les voix des réfugié-e-s ont pu se faire entendre. À de nombreuses années encore ! ✕

# DONS ET SOLIDARITÉ

**A**frique-Europe-Interact fonctionne en Europe grâce au bénévolat, et en Afrique avec des petits salaires ou des indemnités de frais – en plus d'un important travail bénévole. Ce travail est financé par des fondations, des partenariats avec des organisations de développement et des dons. Ces contributions permettent de financer à la fois les projets présentés dans cette brochure et d'autres activités, comme le soutien aux luttes pour les droits humains au Togo et au Cameroun, ainsi que le travail de sensibilisation et de mise en réseau en Europe. On est ravis de recevoir ton soutien solidaire. Les dons peuvent être libres ou affectés à un projet précis ; tu peux indiquer l'affectation souhaitée lors du virement. Partager nos appels aux dons contribue aussi à soutenir notre travail. ✕

## Nos coordonnées bancaires

Les dons sont déductibles des impôts

Nom: **Globale Gerechtigkeit e.V.**

Banque: **GLS Gemeinschaftsbank**

IBAN: **DE67 4306 0967 2032 2373 00**

BIC: **GENODEM1GLS**

Les dons pour Afrique-Europe-Interact ➔



## **MENTIONS LÉGALES**

**1re édition, octobre 2026**

**Responsable du contenu : V. Mörchen, Hardenbergstr. 52/54, 28201 Bremen**

**Impression : dieUmweltDruckerei GmbH**

**Rédaction et photos : Alexander Behr, Dorette Führer, Cornelia Gunßer, Leonie Jantzer, Vincent de Jong, Hannah Kentouche, Anne Kühne, Emmanuel Mbolela, Birgit Mennel, Lars Springfeld**

**Rédaction générale : Dorette Führer, Cornelia Gunßer, Leonie Jantzer, Hannah Kentouche, Anne Kühne, Emmanuel Mbolela**

**Traduction : Hans-Georg Eberl**

**Relecture : Olaf Bernau, Volker Mörchen**

**Commande : La brochure est disponible en allemand et en français.  
Nous envoyons volontiers des exemplaires de ce journal sur simple demande**

**ISBN 978-3-00-089082-6**

Des militant-e-s du Cameroun, du Mali, du Maroc et de la Guinée ont échangé leurs expériences et leurs visions sur l'organisation et le soutien aux migrant-e-s.



Les interventions ont été traduites en arabe, en français et en anglais.



Les conditions dans les prisons marocaines ont été dénoncées par des réfugié-e-s et migrant-e-s, qui y étaient pour la plupart détenus-e-s illégalement.



Que ce soit en séance plénière ou pendant les pauses, la conférence a été l'occasion de nouer des contacts et d'échanger de manière informelle.



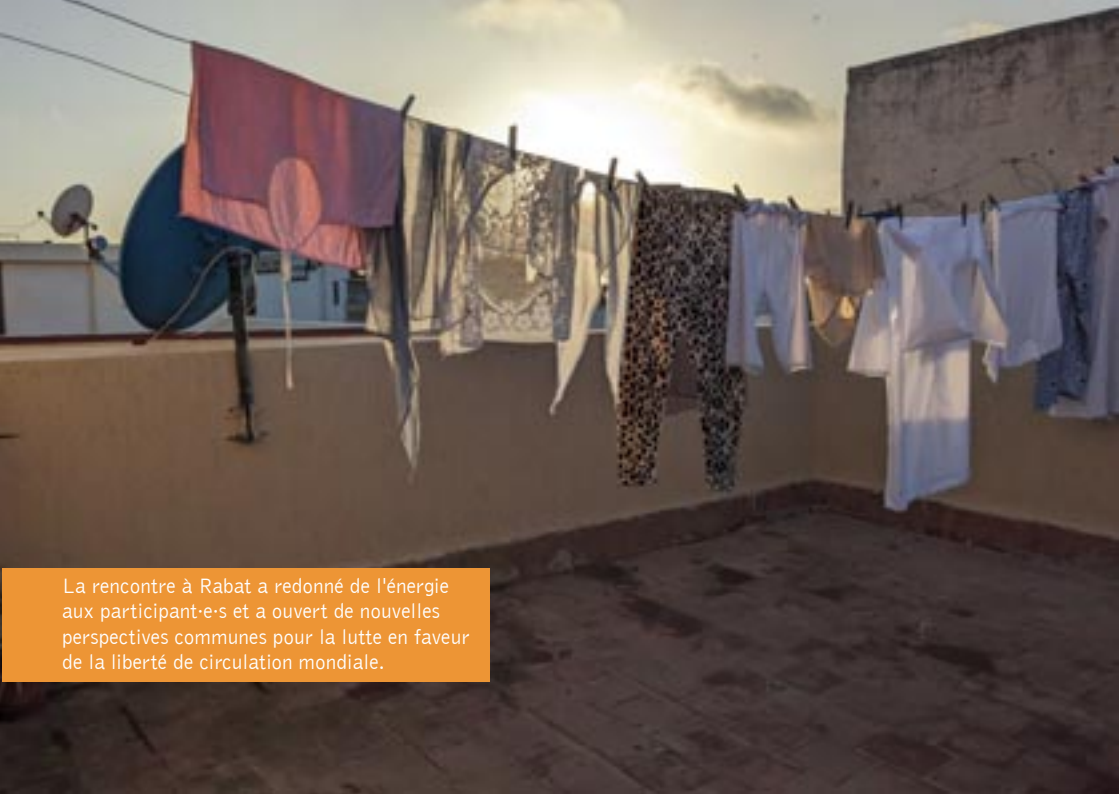
On a fêté les dix ans d'existence de la Maison d'hébergement Baobab avec un gâteau d'anniversaire, des discours et de la musique.



20 ans de solidarité avec les migrant-es : le slogan sur le t-shirt témoigne de l'engagement durable de l'ARCOM.



Les femmes de la Maison d'hébergement lors d'un spectacle culturel à la conférence.



La rencontre à Rabat a redonné de l'énergie aux participant-e-s et a ouvert de nouvelles perspectives communes pour la lutte en faveur de la liberté de circulation mondiale.



**ISBN 978-3-00-089082-6**

**pour dons**



**pour PDF**

